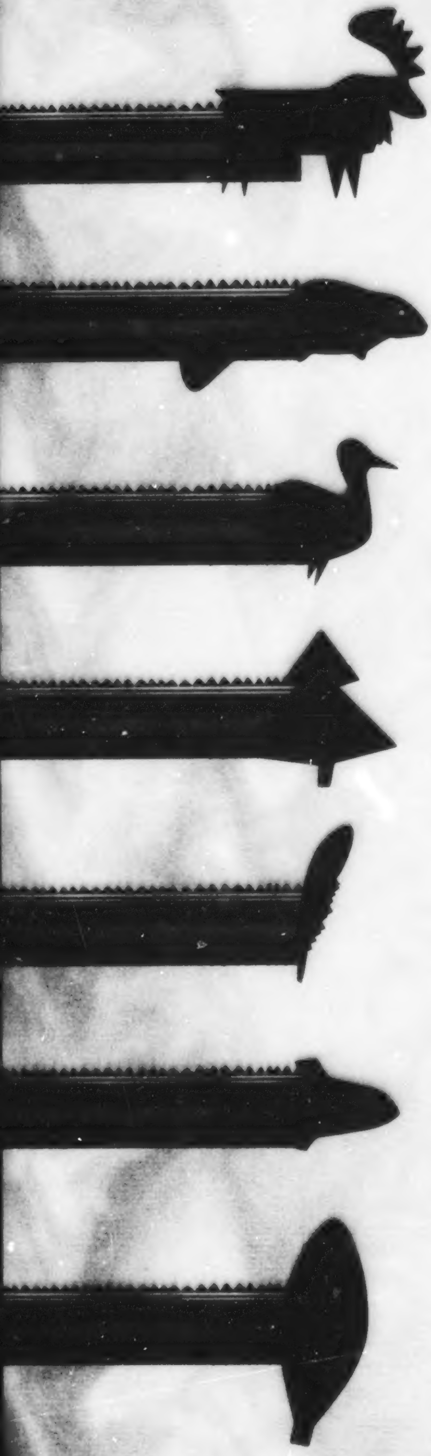
RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT
ᓐᑑᐦᐅᓅᔭᓐ ᑎᐹᒋᒧᒪᓯᓐᐦᐃᑲᓐ

1998-1999

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Cree Hunters and Trappers Income Security Board
ᓐᑑᐦᐅᓅᔭᓐ ᑳ ᓇᓇᑭᒋᐋᒃ ᐅᒋᒪᐤᒃ



Dépôt légal – 2000
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

100-07065/

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec (Québec)
G1A 1A4

Monsieur le Président,

Conformément à la *Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois* (L.R.Q., c. S-3.2), je suis heureux de vous transmettre le rapport d'activité de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1999.

Ce rapport rend compte des activités de cet organisme durant la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le ministre de la Solidarité sociale

André Boisclair

Québec, juin 2000

Monsieur André Boisclair
Ministre de la Solidarité sociale
Gouvernement du Québec
425, Saint-Amable, 4e étage
Québec (Québec)
G1R 4Z1

Monsieur le Ministre,

Il me fait plaisir, au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, de vous présenter notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1999. Ce rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 1998-1999 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (1998-1999)

Gérald Lemoyne

Mr. Ted Moses
Chairman
Cree Regional Authority
2 Lakeshore Road
Nemaska (Québec)
J0Y 3B0

Sir:

On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 1999. This Report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 1998-1999, and includes the Financial Statements for that same period.

Yours very truly,

Gérald Lemoyne
Chairman (1998-1999)

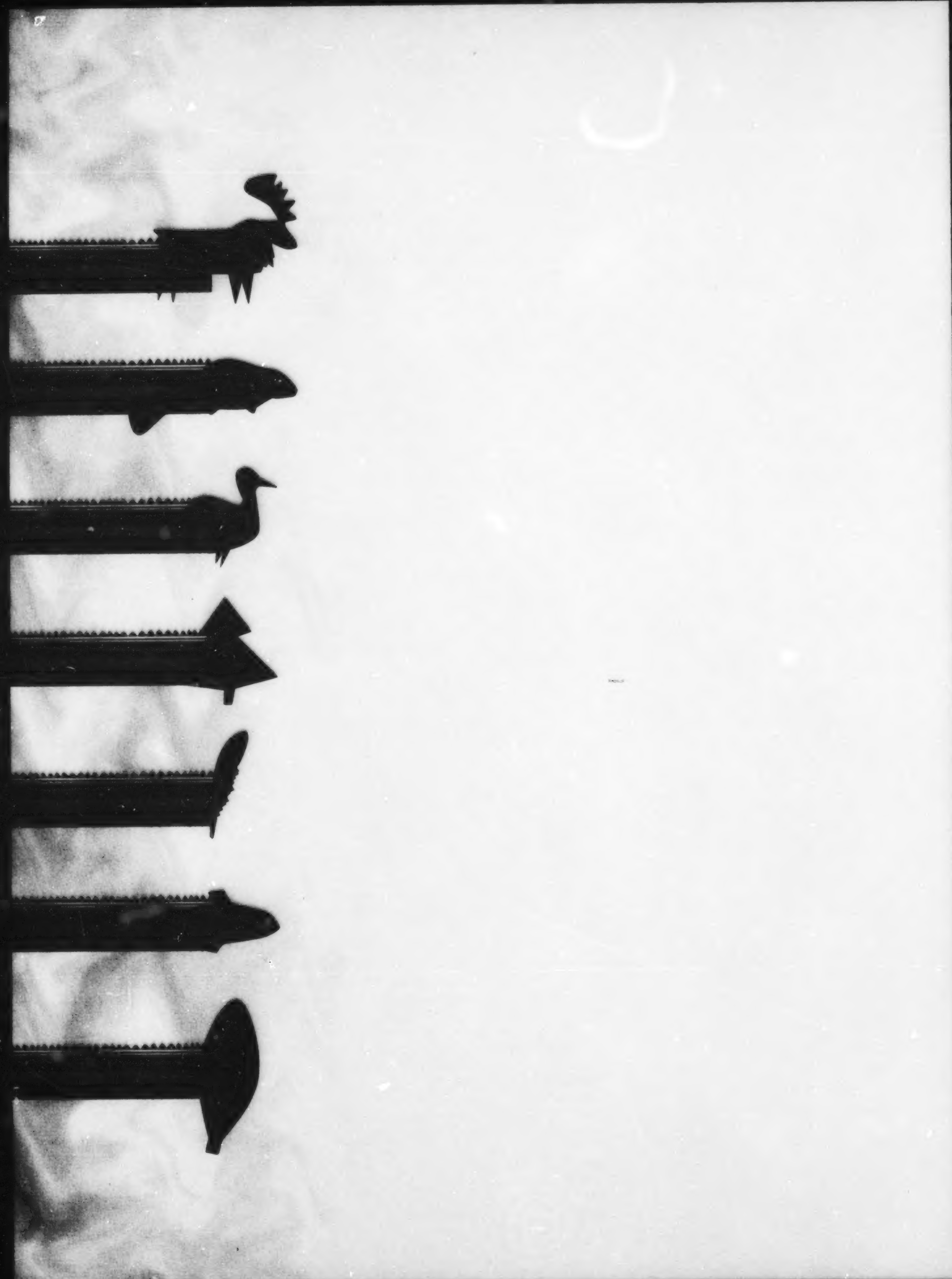


TABLE DES MATIÈRES
TABLE OF CONTENTS
ᑖᓐ ᐁ ᐃᔑ ᐃᐦᑕᑯᐦᒡ ᐅᑕ

Message des membres	3
Message from the Board	9
ᐅᒋᒫᐅᒡ ᐅᑕᔾᒧᐎᓂᐙᐤ	15
Le programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	4
The Cree Hunters and Trappers Income Security Program	10
ᐄᓅᒡ ᑳ ᓂᑑᐦᐅᐙᑖᐤ ᑲᔦ ᑳ ᓂᑐᐊᔫᓈᐙᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓈᓓᔮᐤ ᑳ ᐋᐸᒋᐦᐋᐙᑖᐤ	16
Les activités de l'année 1998-1999	6
Activities for the Year 1998-1999	12
ᑳ ᐃᔅᐸᔨᒡ ᒉᑳᐤ 1998-99	19
Tableaux	23
Tables	23
ᐊᒥᐦᑖᓰᐤ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐ	23
Annexe	32
Annex	32
ᓂᑑᐦᐆᓈᓓᔮᐤ ᐅᒋᒫᐅᒡ ᐁᐤ ᒫᐤ ᐋᐸᒋᐦᐋᑲᓂᒡ	32
États financiers 1998-1999	35
Financial Statements 1998-1999	35
ᓈᓓᔮᐤ ᑖᓐ ᑳ ᐃᔅᐸᔨᑦ ᐆ 1998-99	35

Message des membres

Les membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris vous présentent avec plaisir le Rapport Annuel et les états financiers de l'année 1998-1999.

La première partie de ce rapport renferme un bref exposé de la structure administrative et des règles régissant le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. La seconde partie traite des activités de l'année, plus particulièrement de la participation de la population crie au programme et des prestations versées. À la fin de ce rapport sont reproduits les résultats financiers obtenus au cours de l'exercice se terminant le 30 juin 1999.

Au cours de la dernière année, l'Office s'est mobilisé afin de finaliser certains projets spécifiques tout en remplissant sa mission. Entre autres et conformément au Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics, l'Office s'est doté d'un code d'éthique et de déontologie en tenant compte des caractéristiques de l'organisation, tel son aspect bi-partite résultant du fait que le gouvernement du Québec et l'Administration régionale crie désignent chacun la moitié des membres de l'Office.

Dans le cadre des travaux d'adaptation à l'an 2000 en collaboration avec le Ministère de la Solidarité sociale, l'Office s'est aussi assuré de la conformité de ses applications internes au passage à l'an 2000. La majeure partie des travaux a effectivement été complété pour juillet 1999, début de l'année 1999-2000 de l'Office. Par la même occasion, l'Office a révisé ses besoins en outils micro-informatiques, lesquels s'avéraient désuets. En vertu d'une entente avec le Ministère de la Solidarité sociale, il a été convenu d'équiper l'Office comme un centre local d'emploi (CLE) et d'y implanter le réseau du Ministère.

Tant dans les bureaux locaux situés en milieu cri qu'au siège social, l'Office s'appuie sur une équipe dynamique et chevronnée et désire remercier tous ceux et celles qui contribuent quotidiennement à la qualité des services rendus.

À l'automne 1999, MM. Reggie Mark à Wemindji et Lindy Moar à Némiscau ont quitté leurs fonctions d'administrateur local après de nombreuses années à l'emploi de l'Office. Nous les remercions pour leur précieuse collaboration et leur souhaitons tout le succès qu'ils méritent dans la réalisation de leurs nouveaux mandats respectifs.

Le programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

L'Office

L'administration du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris relève de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, un organisme autonome composé de six membres dont trois sont nommés par le gouvernement du Québec et trois par l'Administration régionale crie. La durée de leur mandat est laissée à la discrétion des autorités responsables de la nomination qui désignent, chaque année et alternativement, le président et le vice-président. En 1998-1999 la nomination du président a été faite par le gouvernement du Québec.

Les dispositions régissant la constitution, les responsabilités et les pouvoirs de l'Office se trouvent à la *Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois* (L.R.Q., c. S.3-2).

Dans le cadre de son mandat, l'Office voit à la révision du fonctionnement et des modalités du programme, l'évaluation des résultats, l'étude des plaintes et revendications, la prévision des coûts et l'établissement des budgets. Pour ce faire, il est investi de certains pouvoirs réglementaires tant au niveau de sa régie interne que de l'établissement des modalités administratives et critères nécessaires à l'application du programme. L'Office doit également faire rapport annuellement de ses activités au gouvernement du Québec et à l'Administration régionale crie. Au cours de l'année 1998-1999, les membres de l'Office ont tenu sept rencontres régulières et ont également participé aux entrevues de sélection pour le recrutement de personnel à l'Office.

L'Office compte dix-sept employés à son service, dont onze oeuvrent dans les différents villages cris et six au siège social à Sainte-Foy. L'Office fixe, par règlement approuvé par le gouvernement, les effectifs, normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employés. La liste des membres et des employés de l'Office se trouve en annexe au présent rapport.

Les sommes requises pour le paiement de prestations aux chasseurs et piégeurs cris et pour le fonctionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale. L'année financière de l'Office débute le 1^er^ juillet et les états financiers vérifiés pour l'année 1998-1999 montrent que les dépenses au 30 juin 1999 se sont élevées à 16 253 204 $. De ce montant, près de 94 % représente les prestations versées aux prestataires et la balance, soit 984 329 $, couvre les dépenses de fonctionnement du siège social et des neuf bureaux locaux situés dans les villages cris.

Les états financiers font état des dépenses de prestations selon la méthode de comptabilité de caisse alors que les frais d'administration sont présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les dépenses de prestations inscrites aux états financiers couvrent à la fois une partie des dépenses pour l'année courante et en partie les dépenses rétroactives des années antérieures versées dans l'année. Les tableaux 1 à 8, par contre, réfèrent aux dépenses de prestations reliées aux activités de l'année courante, ce qui explique les écarts entre les états financiers et les tableaux.

Le Programme

Le programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a comme objectif principal de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant, entre autres, une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris. Il origine de la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975 et a été officiellement mis sur pied en 1976.

Il s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les activités d'exploitation de la faune comme mode de vie. Par activités d'exploitation, on entend la chasse, la pêche et le piégeage ainsi que les activités qui leur sont accessoires comme la fabrication ou la réparation de matériel; la préparation et l'aménagement du terrain; le traitement, le transport et la commercialisation des produits d'exploitation; la fabrication domestique d'objets artisanaux; la gestion de la faune; les déplacements, etc.

La présente section contient un bref résumé des principales dispositions qui régissent l'admissibilité au programme et le calcul des prestations. Le programme prévoit un revenu familial annuel mais l'admissibilité de l'unité de prestataires ou famille dépend essentiellement des activités de son chef, c'est-à-dire le prestataire cri qui, compte tenu des coutumes autochtones, est considéré comme subvenant aux besoins de sa famille, ou qui est une personne seule âgée de 18 ans et plus. Le calcul des prestations prend cependant en considération l'ensemble des activités des membres de l'unité de prestataires.

Lorsqu'une communauté crie met sur pied un comité local de chasseurs et piégeurs, le nom du chef de l'unité de prestataires doit apparaître sur la liste préparée par le comité. Cette liste identifie les "*personnes qui, selon la coutume de leur communauté, se consacrent aux activités d'exploitation et aux activités accessoires comme mode de vie conformément aux traditions d'exploitation et aux règles de la communauté.*" (article 31.1 de la Loi). Toutes les communautés cries, à l'exception de Chisasibi, ont ainsi établi leur liste de chasseurs et piégeurs pour l'année 1998-1999.

Les chefs d'unités de prestataires doivent également, pour être admissibles, consacrer plus de temps aux activités traditionnelles qu'à un emploi rémunéré et le programme exige un minimum de 120 jours. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande d'inscription, ce qui a pour effet d'instaurer une année de qualification durant laquelle aucune prestation n'est versée.

Les chefs de famille doivent, par la suite, rencontrer ces mêmes exigences chaque année pour conserver l'admissibilité de leur unité de prestataires. Certaines exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles.

La méthode de calcul de prestations est avant tout fonction du temps consacré aux activités d'exploitation. En effet, la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés dans le bois par les adultes membres de l'unité et par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité, l'Office s'appuie sur les paramètres suivants: la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage; les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. En premier lieu, un montant est établi pour chaque journée passée dans le bois par les chef et conjoint des unités dans l'exercice des activités d'exploitation et des activités accessoires. La loi prévoit un maximum de 240 jours remunérés par adulte. En 1998-1999, l'allocation journalière était de 41,82 $ pour un maximum possible de 10 037 $ par adulte ou 20 074 $ pour une unité comprenant deux adultes qui participent aux activités d'exploitation.

Un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations journalières. Les taux utilisés se trouvent au Tableau 6 desquels doivent être déduits à 40 % les revenus nets de l'unité et à 100 % les prestations de la sécurité de la vieillesse. À moins d'être spécifiquement exclus par la loi ou les règlements, tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenus ou salaires, y compris les allocations journalières versées en vertu du programme, sont considérés comme des revenus.

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie des prestataires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière, ce qui leur permet d'ajouter à leur revenu. L'inverse n'est cependant pas autorisé, c'est-à-dire détenir un emploi régulier et recevoir en supplément des prestations du programme. De plus, le programme ne permet pas le cumul avec un autre programme fédéral ou provincial de sécurité du revenu.

Le programme s'adresse donc spécifiquement à des personnes qui désirent poursuivre un mode de vie traditionnel, et tente d'assurer à leur famille un revenu suffisant pour ce faire.

Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre paiements effectués vers les 1[er] septembre, 1[er] janvier, 1[er] avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs et les paiements sont donc effectués aux périodes où la majorité d'entre eux sont dans leur communauté respective.

Les activités de l'année 1998-1999

La participation au programme

Le *Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris* s'adresse exclusivement aux Cris de la Baie James, bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, résidant au Québec et membres de l'une des neuf communautés cries, soit Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Némiscau et Oujé-Bougoumou.

En juin 1999, 12 966 personnes étaient inscrites comme membres de l'une de ces communautés et comme bénéficiant des avantages prévus à la Convention. De ce nombre, 12 455 étaient résidants du Territoire de la Baie James, c'est-à-dire la région couverte par la Convention ce qui comprend non seulement les villages cris mais également les villes comme Chibougamau, Chapais, Amos, Senneterre et Val d'Or. Un certain nombre de familles inscrites au programme, particulièrement dans le cas des membres de la communauté de Waswanipi, demeurent à l'extérieur des villages cris.

Même si depuis 1994-1995, la population résidante a augmenté de 10,9 %, la participation de la population au programme n'a cependant pas suivi cette même croissance. Le programme continue d'enregistrer une augmentation du nombre d'unités mais le total des personnes inscrites comme membres de ces unités diminue progressivement. Le tableau suivant refète la tendance des dernières années.

	94-95	95-96	96-97	97-98	98-99
Unités	1 193	1 178	1 190	1 264	1 273
Adultes	1 764	1 730	1 742	1 830	1 844
Enfants	940	897	853	866	843
Inscription au programme	2 704	2 627	2 595	2 696	2 687

De plus en plus d'unités se composent d'un seul adulte et les unités de prestataires composées de 2 adultes, c'est-à-dire 571 unités, ne représentent que 44,9 % du total de la clientèle. À la diminution du nombre de familles correspond également une réduction du nombre de dépendants. En 1998-1999, seulement 354 des unités inscrites, soit 27,8 %, déclaraient des enfants à charge et le tableau suivant montre que, dans la majorité des cas, les unités avaient entre 1 et 3 enfants à charge.

NOMBRE DE DÉPENDANTS PAR UNITÉ

Nombre d'enfants	Unité/1adulte	Unité/2 adultes	Total
1 - 3	47	224	271
4 - 6	1	80	81
7 +	0	2	2
Total	48	306	354

Ces changements dans la composition des unités s'expliquent aussi par l'âge des participants. Environ 26 % des chefs d'unités sont âgés de moins de 28 ans et c'est parmi ce groupe que se trouve une grande partie des unités composées d'un adulte seulement. Les familles par contre se retrouvent surtout dans les groupes de 38 à 57 ans qui ne représentent que 20 % de la clientèle.

La participation au programme pour l'année 1998-1999 est illustrée aux Tableaux 1 à 3.

Les jours-personnes

La plus grande partie des revenus versés aux unités de prestataires dépend du nombre de jours consacrés aux activités traditionnelles. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte et fixe une limite globale de 350 000 jours.

En 1998-1999, le programme a rémunéré 326 506 jours pour l'ensemble des unités. Le Tableau 4 indique la répartition des jours selon certaines activités. Outre le nombre de jours passés dans le bois, sont inclus les congés de maternité et les jours de participation aux rencontres des comités locaux chargés de dresser la liste des chasseurs et piégeurs cris pour chaque communauté. Dans le premier cas, un maximum de 72 jours est prévu alors que 10 jours peuvent être revendiqués dans le second cas.

La différence entre le nombre de jours passés dans le bois et celui des jours effectivement rémunérés s'explique, entre autres, par le fait que les jours consacrés aux activités d'exploitation de la faune en excédant du maximum de 240 jours par adulte ne sont pas pris en considération dans le calcul des prestations. De plus, la loi prévoit que, lorsqu'un chasseur reçoit un montant ou un salaire pour une journée (ex. CSST, Assurance-emploi, etc.), l'allocation journalière n'est pas versée. Dans le cas où ces montants sont versés au chef de l'unité de prestataires, ceci a pour effet également d'éliminer le paiement des jours passés dans le bois par le conjoint.

La composition des unités de prestataires a influencé le temps consacré aux activités d'exploitation et on constate au tableau suivant que les familles avec enfants consacre moins de jours aux activités d'exploitation et que, dans les cas des unités composées de 2 adultes, les chefs de ces unités y consacrent plus de temps que les personnes seules.

Unités de prestataires	MOYENNE DE JOURS	
	Par unité	Par requérant
1 adulte sans enfant	180	180
1 adulte avec enfant(s)	173	173
2 adultes sans enfant	376	203
2 adultes avec enfant(s)	329	184

Ce tableau explique en partie le fait que, malgré l'accroissement du nombre d'unités de prestataires et par conséquent du nombre d'adultes inscrits au programme, le nombre de jours rémunérés soit resté à peu près le même qu'en 1997-1998, soit 326 506 par rapport à 326 748. Le Tableau 5 donne les moyennes de jours par communauté.

Prestations accordées

Les prestations du programme sont indexées annuellement en fonction du coût de la vie au Québec et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le Régime des rentes du Québec. Les paramètres de calcul employés pour l'année 1998-1999 apparaissent au Tableau 6. Par rapport à l'année 1997-1998, la majoration a été de 1,4 %.

En 1998-1999, les prestations accordées totalisent 15 129 737 $ comparativement à 14 967 906 $ en 1997-1998, soit une augmentation qui est inférieure au taux d'indexation. Les montants accordés ainsi que la moyenne par unité sont indiqués par communauté aux Tableaux 7 et 8.

La répartition des montants accordés entre montant de base garanti et allocation journalière est indiquée au Tableau 7. En 1998-1999, le montant de base représente 9,9 % des montants versés. Au début du programme, le montant de base représentait 24 % du total versé. Graduellement cette proportion a diminué et se situe depuis quelques années à environ 10 %. Cette évolution dans la composition des prestations accordées résulte surtout des changements survenus dans la clientèle du programme. La baisse du nombre de familles par rapport au nombre de personnes seules inscrites et la croissance du nombre de chasseurs âgés de plus de 65 ans ont contribué à abaisser de façon significative la portion des prestations constituée par le montant de base. Il s'agit en effet de la clientèle qui reçoit peu ou pas de montant de base. Par exemple, dans le cas des chasseurs âgés de 65 ans et plus, le fait de recevoir une pension de vieillesse élimine le paiement d'un montant de base.

La pratique des activités de chasse, pêche et piégeage requiert des dépenses d'équipement et de transport assez élevées. En plus de ces coûts, les chasseurs doivent également continuer à assumer ceux reliés au maintien d'une résidence dans la communauté. La majorité des chasseurs doivent donc cumuler activités traditionnelles et emplois saisonniers afin de s'assurer un revenu suffisant. Par exemple en 1998-1999, les prestations du programme ont totalisé environ 77 % de

l'ensemble des revenus des chasseurs, la balance soit 4 458 131 provenant de revenus extérieurs reliés principalement à l'emploi saisonnier.

Le tableau suivant montre des variations dans les moyennes de prestations versées aux unités de prestataires.

Prestations ($)	Nombre d'unités	%
0 - 5 999	130	10,2
6 000 - 11 999	682	53,5
12 000 - 17 999	162	12,7
18 000 - 23 999	270	21,2
24 000 +	29	2,3

Malgré la légère augmentation du nombre d'unités inscrites au programme, l'année 1998-1999 présente donc essentiellement les mêmes caractéristiques que l'année précédente, tant au niveau de la clientèle, que de celui de la pratique des activités traditionnelles.

Conclusion

L'importance des activités traditionnelles pour la communauté crie est acquise et depuis quelques années, l'Office constate l'arrivée d'une clientèle plus variée et plus jeune. Cette nouvelle clientèle adopte souvent une approche différente face aux activités d'exploitation de la faune en ce qu'elle cherche à concilier à la fois la pratique de ces activités et la participation aux secteurs économiques qui se développent. Par contre, une autre partie de la clientèle dépend essentiellement du programme comme support économique. Le principal défi auquel l'Office doit maintenant faire face est d'assurer que le programme continue à favoriser le maintien d'un mode de vie tout en offrant un support économique adéquat aux différents groupes qui forment la clientèle du programme.

Message from the Board

Members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board are pleased to present the Annual Report and Financial Statements for the 1998-1999 fiscal year.

The administrative structure and regulations of the Cree Hunters and Trappers Income Security Program are presented in the first part of this report, while the second portion pertains to the year's activities, in particular benefits paid and participation of the Cree community in the Program. Copies of the financial statements for the year ending June 30, 1999 are annexed to the Report.

Over the course of the past year, the Board brought several specific projects to term while executing its mandate. One of these projects was the implementation of a code of ethics that conforms to the Regulation respecting the ethics and professional conduct of public office holders and respects the different characteristics of the organization. For example, the code of ethics recognizes that the Board is a bipartite organization, half of whose members are appointed by the Government of Québec and the other by the Cree Regional Authority.

The Board collaborated with the Department of Social Solidarity in order to ensure that all of its computer applications would be Y2K compliant. Most of the work was completed by July 1999, which was the beginning of the 1999-2000 fiscal year. While this project was underway, the Board took the opportunity to review its computer software and hardware, which had become obsolete. In accordance with an agreement made with the Department of Social Solidarity, the Board would be equipped as a local employment centre (LEC) and the Department's network would be installed.

The Board is supported by an enthusiastic and experienced team at the head office and in the local offices. Members of the Board thank our staff, who provide quality service on a daily basis.

Mr. Reggie Mark in Wemindji and Mr. Lindy Moar in Nemaska left their positions as local administrators in the fall of 1999, after having served the Board for many years. We thank them for their contribution and wish them all the best as they start their new mandates.

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program

The Board

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is administered by the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, an independent organization composed of six members. The Government of Québec and the Cree Regional Authority are each responsible for appointing three members of the Board and are free to establish the length of their appointees' mandates. Each of the aforementioned parties takes turns appointing the chairman and vice-chairman of the Board, who are selected on alternate years. In 1998-1999, the chairman was named by the Government of Québec.

The constitution, reponsibilities and powers of the Board are specified in the *Act respecting Income Security for Cree Hunters and Trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec* (R.S.Q. c. S.3-2).

Under the scope of its mandate, the Board is responsible for reviewing the application and methods of operation for the Program, evaluating results, examining complaints and requests, estimating costs and preparing budgets. In order to perform these tasks, the Board has been invested with regulatory powers for internal management and for establishing administrative procedures and criteria needed to apply the Program. The Board must also submit an Annual Report to the Government of Québec and the Cree Regional Authority. During the course of 1998-1999, the members of the Board met seven times and participated also in interviews to select office personnel.

Seventeen employees work for the Board, eleven of whom are stationed in the different Cree villages, while the remaining six are located at the head office in Sainte-Foy. The Board sets the staff requirements, remuneration standards and scales and other conditions of employment of its employees in accordance with Government-approved regulations. A list of Board members and employees is annexed to this report.

Every year, the National Assembly allocates the funds required to pay benefits to Cree hunters and trappers and to cover Board operating expenses. The Board's fiscal year begins on July 1 and the audited financial statements for 1998-1999 reveal that as of June 30, 1999, expenses totalled $16,253,204. Almost 94% of this amount consisted of benefits paid, while the balance of $984,329 represented the operating expenses for the head office and the nine local offices situated in the Cree villages.

The financial statements show benefit expenditures on a cash basis and administrative benefits on an accrual basis. The benefit expenditures posted to the financial statements represent both expenditures for the current year and expenditures retroactive to previous years that were paid this year. However, Tables 1 to 8 only pertain to expenditures related to activities for the current year, which explains the differences between the information presented in the Tables and the financial statements.

The Program

The main objective of the Cree Hunters and Trappers Income Security Program is to encourage and preserve a traditional way of life for Cree hunters and trappers while providing them with, among other things, a guaranteed income. The Program arose from the James Bay and Northern Québec Agreement signed on November 11, 1975 and was officially implemented in 1976.

Members of the Cree Nation who reside in Québec and who have adopted wildlife harvesting activities as a way of life are eligible for the Program. Harvesting activities

includes hunting, fishing, trapping and related activities, such as making or repairing equipment; upkeeping of traplines; transporting and selling harvested products; domestic production of handicrafts; wildlife management; travelling, etc.

A summary of the main clauses that state Program eligibility criteria and determine how benefits are calculated is included below. The Program was designed to provide an annual family income. Whether a beneficiary unit or family is eligible depends essentially on the activities of the head of the family, that is, the Cree beneficiary who, in view of Native customs, is considered to be the family provider, or who is a person at least 18 years old living alone. Benefits are calculated by taking the activities of each member of the beneficiary unit into consideration.

When a Cree community establishes a local hunters and trappers committee, the name of the head of the beneficiary unit must appear on the list drafted by the committee. This list identifies the "*persons who, according to community custom, are practising harvesting and related activities as a way of life in accordance with the harvesting traditions and the rules of the community.*" (section 31.1 of the Act). All of the Cree communities except for Chisasibi have drafted a list of hunters and trappers for 1998-1999.

To be eligible for the Program, heads of the beneficiary units must spend at least 120 days being involved in traditional activities. The time spent doing so must surpass the time spent working at a job and receiving a salary. The 120-day minimum requirement must be met during the year preceding the year the application was made. In effect, this acts as a qualifying year during which no benefits are paid.

The heads of the family must meet these requirements every year in order to maintain the eligibility of their beneficiary unit. Some exceptions can be made in unusual circumstances.

Benefits are calculated primarily as a function of harvesting activities. Most of the amount paid depends on the number of days the adult members of the unit spent in the bush. As a result, the amount of the benefits paid can vary between families of the same size.

The Board takes the following factors into account when calculating the annual benefits paid to each unit: the length of time spent hunting, fishing and trapping; the annual income of the unit; and the size of the family. Benefits are calculated in two steps. First, an amount is paid for each day the head of the unit and their partner spend in the bush for harvesting and related activities. The Act provides for a maximum of 240 days payable per adult. In 1998-1999, the daily allowance was $41.82 per day, for a maximum total of $10,037 per adult or $20,074 for a unit composed of two adults participating in harvesting activities.

Second, the daily allowance may be supplemented by the guaranteed basic amount, an additional amount calculated in relation to the size of the unit and its annual earnings. Forty percent of the unit's net earnings and 100% of old age security pensions are subtracted from the rates used to calculate the guaranteed basic amount, which are found in Table 6. Unless specifically excluded by the Act or regulations, all earnings or salaries paid to members of the unit, including the daily allowance for the Program, are considered income.

Even if beneficiaries are expected to have adopted a way of life centered around harvesting activities, they can still supplement their income by obtaining seasonal employment in their region. However, the reverse does not apply; someone with a regular job is not entitled to receive the benefits paid under the scope of the Program. Furthermore, beneficiaries of the Program cannot receive benefits from any other federal or provincial income security Program.

This Program is thus designed to help people pursue a traditional way of life by providing them with sufficient income to support their families.

The benefits are calculated on a yearly basis and are paid in four installments around September 1, January 1, April 1 and June 30. This payment schedule has been set with respect to the seasonal calendar of hunters and trappers, and it is at these times that most of them are likely to be in their respective communities.

Activities
for the Year 1998-1999

Participating in the Program

The *Cree Hunters and Trappers Income Security Program* is intended exclusively for the James Bay Crees, who are beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement, reside in Québec and are members of one of the nine Cree communities: Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Nemaska and Oujé-Bougoumou.

In June 1999, 12,966 people were registered as members of one of these communities and entitled to the benefits outlined in the Agreement. Of this number, 12,455 were residents of the James Bay Territory, which is the region covered by the Agreement and includes not only the aforementioned Cree villages but also such towns as Chibougamau, Chapais, Amos, Senneterre and Val d'Or. A certain number of the families enrolled in the Program, especially members of the Waswanipi community, live outside the Cree villages.

Since 1994-1995, the local population has increased by 10.9%, but this increase is not reflected in the percentage of the population enrolled in the Program. Although the number of units registering with the Program is increasing, the number of members in the units is progressively decreasing. The following table illustrates the tendency over the past several years.

	94-95	95-96	96-97	97-98	98-99
Units	1 193	1 178	1 190	1 264	1 273
Adults	1 764	1 730	1 742	1 830	1 844
Children	940	897	853	866	843
Enrollment in the Program	2 704	2 627	2 595	2 696	2 687

More and more units are composed of a single adult. The 571 beneficiary units composed of two adults only account for 44.9% of the total clientele and to a decrease in the amount of families corresponds a decrease in the number of dependants. In 1998-1999, only 354 enrolled units, 27.8% of the total clientele, declared having children as dependants and the following table illustrates that, in most cases, these units had between one to three children in their care.

NUMBER OF DEPENDANTS PER UNIT

Number of children	Unit/1adult	Unit/2 adults	Total
1 - 3	47	224	271
4 - 6	1	80	81
7 +	0	2	2
Total	48	306	354

These changes in the size of the units is also due to the age of Program participants. Approximately 26% of the heads of the units are under 28 years old and most units that include only one adult are found in this group. Families are found primarily in the 38 to 57 age group, which only account for 20% of the clientele.

Participation in the Program for 1998-1999 is illustrated in Tables 1 to 3.

Person/days

The greater part of the amount paid to the beneficiaries under the scope of the Program depends on the number of days that are spent on traditional activities. The Act provides for a maximum of 240 payable days per adult, and for an overall maximum of 350,000 days.

In 1998-1999, Program benefits were paid for 326,506 days, all units combined. Table 4 illustrates the breakdown of days by type of activities. These activities include days spent in the bush, maternity benefits and days beneficiaries spent participating in local committee meetings where the lists for Cree hunters and trappers are prepared for each community. A maximum of 72 days may be claimed for maternity benefits, while up to 10 days can be claimed for participating in the meetings.

Several reasons explain the difference between the number of days spent in the bush and the number of days for which benefits are paid. For example, benefits are not paid for any days spent on harvesting activities in excess of the 240-day limit set out in the Program. Furthermore, the Act states that a hunter or trapper who receives money from another source (ex. worker's compensation, employment insurance, etc.) will not be paid the daily allowance. If these amounts are paid to the head of the beneficiary unit, the partner also loses the daily allowance for those days.

The composition of the beneficiary units affects the time spent on harvesting activities. In the table below, it can be seen that families with children spend fewer days on harvesting activities and that the heads of units composed of two adults devote more time to such activities than units composed of one adult.

Beneficiary units	AVERAGE NUMBER OF DAYS	
	Per unit	Per head
1 adult without children	180	180
1 adult with children	173	173
2 adults without children	376	203
2 adults with children	329	184

This table illustrates why the number of days for which benefits were paid (326,506) is relatively unchanged from 1997-1998 (326,748), despite the increase in the number of beneficiary units, which means an increase in the number of adults, enrolled in the Program. Table 5 gives the average number of days spent on such activities per community.

Benefits paid

Program benefits are indexed annually to the cost of living in Québec and the rate is established in accordance with the Québec Pension Plan index. The calculation parameters for 1998-1999 appear in Table 6. A 1.4% increase was registered in comparison to 1997-1998.

In 1998-1999, a total of $15,129,737 in benefits were paid, compared to $14,967,906 for 1997-1998, which is an increase inferior to the indexation rate. The total amounts paid and the average amount per unit in each community are included in Tables 7 and 8.

Table 7 separates the amounts paid according to the guaranteed basic amount and the daily allowance. In 1998-1999, the guaranteed basic amount accounted for 9.9% of the total benefits paid. When the Program was first launched, the guaranteed basic amount accounted for 24% of total benefits. This figure gradually decreased and has stabilized at approximately 10% for the past several years. This shift is a result mainly of changes in the Program's clientele. A reduction in the number of families who are enrolled in relation to the number of single adults and an increase in the number of hunters and trappers aged 65 or older contributed in significantly reducing payments for the guaranteed basic amounts. Families and elders are the portion of the clientele who receive little or no payment for the guaranteed basic amount. For example, hunters and trappers aged 65 years or older receive an old age security pension, which cancels payment for the guaranteed basic amount.

Hunting, fishing and trapping activities entail high equipment and transportation costs. In addition to theses expenses, hunters and trappers must also pay to upkeep a home in their community. Most hunters and trappers must combine traditional activities with seasonal employment in order to obtain sufficient income. For example, in 1998-1999, Program benefits accounted for approximately 77% of hunters and trappers' total earnings, with the balance of $4,458,131 coming mainly from other sources of revenue, mainly wages received from seasonal employment.

The following table illustrates differences between the average benefits paid to the beneficiary units.

Benefits ($)	Number of units	%
0 - 5 999	130	10,2
6 000 - 11 999	682	53,5
12 000 - 17 999	162	12,7
18 000 - 23 999	270	21,2
24 000 +	29	2,3

Despite the slight increase in the number of units registered with the Program, 1998-1999 is essentially unchanged from the previous year with regard to the level of the clientele and the days spent on traditional activities.

Conclusion

It is clear that traditional activities are fundamental to the Cree community and the Board has noticed that a younger, more varied clientele is emerging. This clientele has adopted a new approach with regard to harvesting activities in that it seeks to participate in both traditional activities and in the developing economic sector. However, another part of the clientele depends largely on the Program as a means of financial support. The Board's main challenge now lies in ensuring that the Program continues to encourage a traditional way of life while providing adequate financial support to the different groups enrolled in the Program.

ᐅᒥᒫᐅᒃ ᐅᑖᕽᒧᐧᐃᓂᐧᐋᐤ

ᒥᔮᐦᑕᒧᒡ ᐊᓂᒦ ᓂᑑᐦᐆᓈᓕᑰ ᐅᒥᒫᐅᒡ ᐁ ᐸᒥᐦᑎᓇᐦᒀᐤ ᐅᑏ ᑎᐹᒋᒨᔭᓇᐦᐄᑲᓂᑏ ᐁ ᐧᐄᐦᑕᐦᒀᐤ ᑖᐦ ᑳ ᐃᔅᐸᔨᒡ ᑫᒀᑏ ᑲᔦ ᑖᐦ ᑳ ᐃᔅᐸᔨᒡ ᓈᓕᑰᑏ ᐅᑏ 1998-99 ᑳ ᐃᑎᔭᓈᑌᔨᒡ ᐊᔅᒋᑏ ᐊᒥᐦᑖᔨᓂᑏ.

ᐊᐦ ᑫᒀᐦ ᓃᐦᑕᐢ ᑫᔮᓈᑌᒡ ᐅᑕ ᐆ ᑎᐹᒋᒨᔭᓇᐦᐄᑲᐦ ᐁᐅᑰ ᑫ ᐋᔨᒨᐦᐄᐧᐁᒡ, ᑖᓂᑌ ᐁ ᐃᔅᐸᔨᒻ ᐊᐦ ᒪᔭᓇᐦᐄᑫᐅᑲᒥᒄ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᓂᔩᐦ ᐧᐄᓀᐧᐁᐧᐃᐦᐦ ᔩᐸᑕᐦᒀᐤ ᐁᐧᐄ ᐱᒥᐸᔨᐦᑖᑲᓅᐣ ᓂᑑᐦᐆᓈᑲᓅᐤ. ᐁᐞ ᐊᐦ ᒦᐦ ᑫᒀᐦ ᔫᐃᒨᑌᒡ ᐁᐅᑰ ᐊᐦ ᑲ ᐃᔅᐸᔨᒻ ᑫᒀᐦ ᐆ ᐊᓅᐦᒦᐦ ᑳ ᐯᒥ ᐱᐳᒻ. ᑖᐦ ᑲ ᑕᔨᐧᑖᐤ ᐄᓅᒡ ᐁᒦ ᐋᐸᒋᐦᐋᐧᑖᐤ ᐅᑏ ᓂᑑᐦᐆᓈᑲᓅᐤ ᑲᔦ ᑳ ᐃᐦᐱᐦ ᒥᔫᑲᓅᐧᑖᐤ. ᐆ ᒪᔭᓇᐦᐄᑲᐦ ᐁ ᐃᔅᑳᔫᒡ ᐁᑯᐣ ᑫᔮᓈᑌᒡ ᑖᐦ ᑳ ᐃᔅᐸᔨᐣ ᐆ ᓂᑑᐦᐆᓈᑲᓅᐤ ᐊᓂᑌ ᐃᔑ ᒍᐦ ᐲᔨᒻ 30, 1999.

ᑫᒀᒡ ᒫᒃ ᐅ ᑳ ᐱᐳᒻ ᐅᒦ ᐅᒥᒫᐅᒡ ᒥᐢᑕᐦᐄ ᑫᒀᑏ ᒦ ᐃᐦᑑᑕᒧᒡ ᐁᐧᐄ ᐧᐄᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᐄᓅᐦ. ᐯᔫᐞ ᑫᒀᑏ ᑳ ᐃᔑ ᐱᒦᐦᑲᐦᐧᑳᐤ ᐁᐅᑯᑏ ᒣᒦ ᓇᓈᑲᑐᐧᐁᔮᐦᑕᐦᐧᑳᐤ ᐧᐄᓀᐧᐁᐧᐃᐦᐦ ᐊᓂᒦ ᐅᑏ ᐋᐸᑎᓰᐧᐃᓂᑏ ᑳ ᐊᐱᐦᑕᐦᐧᑳᐤ, ᒣᒦ ᐃᐦᑕᑰᒻ ᐊᓂᑕ ᐁ ᒥᔅᑌᔮᐦᒥᑐᓈᓅᒻ. ᐯᔫᐞ ᑫᒀᐦ ᒥᔭᓈᑌᒡ ᐊᓂᑕ ᐧᐄᓀᐧᐁᐧᐃᓂᒻ ᐁᐅᑰ ᐁ ᒥᐦᐄᑳᔫᐸᒫᑲᓅᐧᑖᐤ ᐋᐱᐦᑑ ᐊᓂᒦ ᐊᓂᑕ ᑳ ᐊᐱᐧᑖᐤ ᑰᐯᐤ ᒥᓚᐅᒥᒫᐤ ᐁ ᐋᐸᒥᐦᐄᑯᐧᑖᐤ ᐁᐞ ᐊᓂᒦ ᑰᑕᑲᒡ ᐃᔮᔮᐤ ᑎᐸᔮᐦᒥᑫᔩ ᐁ ᐋᐸᒥᐦᐄᑯᐧᑖᐤ.

ᐆᒦ ᐅᒥᒫᐅᒡ ᒦ ᐧᐄᒫᐸᑎᓰᑫᐅᒡ ᐊᓂᔩᐦ ᐧᐄᒥᐦᐄᑯᓰᐧᐃᓂᑏ ᑳ ᓇᓈᑲᒥᐦᑖᔮᒡ, ᑳ ᒪᔭᓈᐅᔭᓇᐦᐄᑫᐸᔮᒻ ᒣᒦ ᒥᔩᐸᔮᒡ ᑫᒀᒡ

ᐅᑕ ᑳ ᐃᓈᓅᒻ ᐁᑳ ᑫ ᐅᐦᒋ ᒥᐦᑳ·ᐧᐋᒥᐸᔮᒻ ᓇᓈᐦᑰ ᑫᒀᐦ ᐅᐢᑳᑫ ᐁ ᐱᐳᒻ. ᐅᑖᒻ ᒎᓛᐃ ᐲᔨᒻ 1999 ᐁᑯᐟ ᑳ ᒦᔑᐦᑖᑲᓅᒻ ᐁ ᓂᑑ ᒥᔅᑫᔮᒫᑲᓅᐧᑖᐤ ᐅᒦ ᑳ ᒪᔭᓈᐅᔭᓇᐦᐄᑫᐸᔨᐧᑖᐤ. ᐁᑯᐟ ᐧᒣᐦᒋ ᑳ ᒥᐦᒋᐸᔮᒻ ᐊᐦ ᐋᐸᑎᓰᑏ ᐊᒥᐦᑖᔨᐦ 1999-2000. ᐁᑯᐟ ᒫᒃ ᐊᓂᑕ ᑫᒀᒡ ᑳ ᓅᑯᒻ ᐁ ᓂᑐᐧᐁᔮᐦᑖᑯᓂᔮᒡ ᒉᒦ ᐅᔅᒋᐦᐋᐧᑖᐤ ᐊᓂᑏ ᑳ ᒪᔭᓈᐅᔭᓇᐦᐄᑫᐸᔮᒡ ᑳ ᐋᔫᐧᐋᐧᑖᐤ ᒥᔨᐧᐁ ᒉᒦ ᐅᔅᒋᐦᐋᐧᑖᐤ. ᐁᑯᐟ ᑲᔦ ᑳ ᓂᔅᑯᒧᐧᑖᐤ ᐅᒦ ᐅᒥᒫᐅᒡ ᐁᐞ ᒫᒃ ᐊᓂᒦ ᐧᐄᒥᐦᐄᑯᓰᐧᐃᓂᑏ ᑳ ᓇᓈᑲᒥᐦᑖᔮᒡ ᐊᓂᑕ ᓂᑑᐦᐆᐄᓅᒡ ᐅᒪᔭᓇᐦᐄᑫᐅᑲᒥᑯᐧᐋᒻ ᑫ ᐅᐦᒋ ᓂᑑ ᒥᔅᑫᔮᐦᑖᑲᓅᒻ ᐧᐄᒥᐦᐄᑯᓰᐧᐃᐦ ᐊᓂᒦ ᑳ ᒪᔭᓈᐅᔭᓇᐦᐄᑫᐸᔨᐧᑖᐤ ᐁ ᐋᐸᒥᐦᐋᑲᓅᐧᑖᐤ.

ᐅᒦ ᓂᑑᐦᐆᓈᑲᓅᐤ ᐅᒥᒫᐅᒡ ᓈᐢ ᑖᐧᐯ ᒥᔩᐧᐄᒥᐦᐄᑰᒡ ᐁ ᓈᑕᒫᑯᐧᑖᐤ ᐊᓂᔩ ᐲᔨᒎᑕᒻ ᒪᔭᓇᐦᐄᑫᐅᑲᒥᑯᒻ ᑳ ᐋᐸᒋᔨᐸᔨᒡ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᓂᑕ ᐄᓅ ᐃᐦᑖᐧᐃᓂᒻ ᑳ ᐋᐸᒋᔨᐸᔨᒡ. ᐧᐄ ᓇᔅᑯᒣᐅᒡ ᒫᒃ ᒥᔨᐧᐁ ᐅᔩᐦ ᐋᐸᒋᔩᒥᐦ ᐁᔨᑯᐡ ᒦᔑᑳᐤ ᓈᐢ ᐁ ᒥᔩᐸᔮᐦᑖᔮᒡ ᐊᓂᔦᔩ ᐋᐸᒋᔨᐧᐃᓂᔩ.

ᑫᒦ ᒫᔥ ᐊᓂᑌ ᐧᐄᒥᓂᒦᒻ ᑳ ᐅᐦᒦᐟ ᐁᐞ ᒫᒃ ᓀᐦᑖ ᐧᒫᐢ ᒍᒥᐢᑳᒻ ᑳ ᐅᐦᒦᐟ ᒦ ᓇᑲᑕᒧᒡ ᐅᑏ ᐋᐸᒋᔨᐧᐃᓂᑏ ᐁ ᑕᐧᑳᒥᓂᔮᒡ 1999. ᒥᐦᑫᑐ ᐱᐳᐦᐦ ᒫᒃ ᒦ ᐊᐱᐦᑕᒧᒡ ᐅᑏ ᐋᐸᒋᔨᐧᐃᓂᑏ. ᓂᐧᐋ ᓇᓈᐢᑯᒫᓈᓂᐠ ᒫᒃ ᑖᐦ ᑳ ᐃᐦᐱᐦ ᐯᒥ ᐧᐄᒥᐦᐋᔮᒥᐦᐧᒑᐤ ᑲᔦ ᓂᐳᑯᔅᑲᓛᐦ ᒉᒦ ᒥᔩᐸᔨᐧᑖᐤ ᐊᓂᑏ ᑳ ᐅᔅᑲᔨᐧᑳᐤ ᐋᐸᒋᔨᐧᐃᐦ ᑳ ᓈᑕᐦᐧᑳᐤ.

ᐄᓅᒃ ᑳ ᓂᑑᐦᐅᐧᑖᐤ ᑲᔦ ᑳ ᓂᑑᐊᔫᓅᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓲᓂᔮᐤ ᑳ ᐋᐸᒋᐦᐋᐧᑖᐤ

ᓂᑑᐦᐆᓲᓂᔮᐤ ᐅᒋᒫᐅᒃ

ᐊᓂᒌ ᓂᑑᐦᐆᓲᓂᔮᐤ ᐅᒋᒫᐅᒃ ᐁᐅᑯᓂᒃ ᑳ ᒥᔮᑲᓅᐧᑖᐤ ᒉ ᐱᒥᐸᔨᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓲᓂᔮᐤ. ᑯᐧᑖᔅᒃ ᑕᓱᒡ ᐅᒌ ᐅᔫ ᐁ ᓇᓈᑲᒋᐦᑖᐧᑖᐤ. ᑰᐯᒃ ᒋᔐᐅᒋᒫᐤ ᐁᐤ ᒫᒃ ᐃᔨᔨᐤ ᒋᐯᔨᐦᒋᒉᓯ ᐧᐃᔭᐧᐋᐤ ᐧᐃᔦᔨᒉᐅᒃ ᐊᐧᐁᔫ ᒉ ᐊᐱᔨᒃ ᐅᑕ ᑲᔦ ᐧᐃᔭᐧᐋᐤ ᐧᐃᔦᔨᐦᑕᒧᒃ ᒉ ᐃᐦᐱᐦ ᐋᐸᑎᓯᔨᒃ ᐊᓂᑕ. ᑖᐱᔅᑯᐦ ᒫᒃ ᑰᐯᒃ ᒋᔐᐅᒋᒫᐤ ᐁᐤ ᒫᒃ ᐃᔨᔨᐤ ᑎᐯᔨᐦᒋᒉᓯ ᒫᒋᔅᑯᒡ ᐧᐃᔦᔨᐦᑕᒧᒃ ᐊᐧᐁᔫ ᒉ ᓃᑲᓇᐱᔨᒃ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᐧᐁᔫ ᒉ ᑖᐦᒋᔅᑯᐧᐋᔨᒃ ᐊᓂᔫ ᑳ ᓃᑲᓇᐱᔨᒃ. ᒉᓯᑯᒻ ᐱᐳᐣ ᒌᔅᑯᑑᓈᑲᓅᒃ ᐅᒌ. 1998-99 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒃ ᐊᒋᐦᑖᓯᐣ, ᐧᐄ ᑰᐯᒃ ᒋᔐᐅᒋᒫᐤ ᒌ ᐧᐃᔦᔨᒉᐤ ᐊᓂᔫ ᒉ ᓃᑲᓂᔅᑲᒥᔨᒃ.

ᐊᓂᔫᐦ ᐧᐄᓄᐧᐁᐧᐃᐦ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᓂᔫᐦ ᐅᑖᐸᑎᓰᐧᐃᓂᐧᐋᐤ ᑲᔦ ᐊᓂᔫᐦ ᑲᔅᒋᐦᐅᐧᐃᐦ ᐁ ᐃᔑ ᐊᔮᐧᑖᐤ ᐊᓂᒌ ᐅᒋᒫᐅᒃ ᐊᓂᑕ ᐊᓂᔫ ᐧᐄᓄᐧᐁᐧᐃᓂᔫ ᑰᐯᒃ ᒋᔐᐅᒋᒫᐤ ᑳ ᐅᔑᐦᑖᑦ ᐁᑯᑦ ᐧᐁᐦᒋᐸᔨᔨᒃ. ᐁᑯᑦ ᐊᓂᑕ ᐧᐃᔦᓄᐧᐋᑖᑲᓅᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓲᓂᔮᐤ ᒉ ᐃᔑ ᐱᒥᐸᔨᐦᑐᐧᐋᐧᑖᐤ ᐄᓅᐦ ᑳ ᓂᑑᐦᐅᔨᒃ ᑲᔦ ᑳ ᓂᑑᐊᔫᓅᐧᐃᔨᒃ ᐊᓂᔫᐦ ᐊᓂᑕ ᒉᒥᐢ ᐯᐃ ᓂᔅᑯᒧᐧᐃᓂᐦᒡ ᑳ ᒪᓯᓈᓱᔨᒃ.

ᐁᐅᐤ ᐅᔫ ᐅᑖᐸᑎᓰᐧᐃᓂᐧᐋᐤ ᐊᓂᒌ ᐅᒋᒫᐅᒃ ᒉᒌ ᐧᐃᔦᔨᐦᑕᐦᐧᑳᐤ ᑖᐦ ᒉ ᐃᔅᐸᔨᒃ ᑲᔦ ᒉ ᐃᔑ ᐱᒥᐸᔨᐦᑖᑲᓄᔨᒃ ᒉᐧᑳᔫ, ᑲᔦ ᒉᒌ ᓂᑐ ᒋᔅᒉᔨᐦᑕᐦᐧᑳᐤ ᐊᓂᔫᐦ ᒉᐧᑳᔫᐦ ᒉᔫᐸᔨᓃᐧᑳᐤ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐁᑳ ᓇᔅᒃ ᑳ ᒥᔫᐸᔨᓃᐧᑳᐤ, ᑲᔦ ᒉᒌ ᓂᑐ ᒋᔅᒉᔨᐦᑕᐦᐧᑳᐤ ᐊᓂᔫᐦ ᐁ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯᐧᑖᐤ ᐁ ᐃᑎᔑᒧᐧᐁᔨᒃ ᐊᐧᐁᔫᐦ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐁᑳ ᓇᐦᐁᔨᐦᑕᒥᐦᐄᑯᔨᒃ ᒉᐧᑳᔫ. ᑲᔦ ᒉᒌ ᓂᑐ ᒋᔅᒉᔨᐦᑕᐦᐧᑳᐤ ᐁ ᐃᔅᐸᔨᔨᒃ ᓂᑑᐦᐆᓲᓂᔮᐤ ᑲᔦ ᑖᐦ ᒉ ᐃᑖᐸᑎᓯᔨᒃ. ᐊᓂᔫ ᒫᒃ ᓲᓂᔮᐤ. ᐅᔫ ᒫᒃ ᑳ ᐃᐦᐱᐦ ᐃᔅᐸᔨᔨᒃ ᓲᓂᔮᔫ 94 ᓯᒫᒌᐢ ᐁᓯᑯᒻ ᐯᔭᐧᑳᐱᔅ ᐋᐸᑎᓯᐧᐃᓂᔫ ᑳ ᒥᔮᑲᓅᐧᑖᐤ ᒉᒌ ᐃᐦᑑᑕᐦᐧᑳᐤ, ᑲᔅᒋᐦᐅᐧᐃᓂᔫ ᐋᔮᐅᒃ ᐧᐃᔭᐧᐋᐤ ᒉᒌ ᐧᐃᔦᔨᐦᑕᐦᐧᑳᐤ ᒉ ᐃᔅᐸᐃᓂᔨᒃ ᐁᐧᐄ ᐱᒥᐸᔨᐦᑖᑲᓂᔨᒃ ᓂᑑᐦᐆᓲᓂᔮᔫ, ᑲᔦ ᒫᒃ ᒉ ᐃᔅᐸᔨᔨᒃ ᒉᐧᑳᔫ ᒪᓯᓇᐦᐄᑫᐅᑲᒥᑯᐦᒡ ᐁ ᐃᔑ ᐱᒥᐸᔨᐦᑖᑲᓂᔨᒃ ᑲᔦ ᑯᑕᒋᔫ ᒉᐧᑳᔫ ᒉᒌ ᐅᐦᒋ ᒥᔫᐸᔨᒃ. ᐁᓯᑯᒻ ᐱᐳᐦ ᓂᑐᐧᐁᔨᐦᑖᑯᓯᐣ ᒉᒌ ᐅᔑᐦᑖᐧᑖᐤ ᑎᐹᒋᒨᓯᓇᐦᐄᑲᓂᔫ ᐁ ᐅᑎᓄᔑᑯᐧᑖᐤ ᑰᐯᒃ

ᒋᔐᐅᒋᒫᐤ ᑲᔦ ᐃᔨᔨᐤ ᑎᐯᔨᐦᒋᒉᓯ. ᐆ ᑳ ᐯᒋ ᐱᐳᐦᒃ 1998-99 ᐅᒌ ᐅᒋᒫᐅᒃ ᓈᐧᓲᐧᓲᐤ ᒌ ᓂᐦᑐᐧᐃᔫᐢ ᑲᔦ ᒌ ᐧᐄᒋᐦᐄᐧᐁᐅᒃ ᐁ ᐧᐃᔦᔨᒫᑲᓄᔨᒃ ᐊᐧᐁᔫ ᒉ ᐅᑖᔅᑯᓈᑲᓄᔨᒃ ᒉ ᐋᐸᑎᓯᔨᒃ ᐊᓂᑌ ᒪᓯᓇᐦᐄᑫᐅᑲᒥᑯᐦᒡ.

ᓈᐧᓲᐧᓲᐸ ᑕᓱᒡ ᐋᐸᒋᐦᐋᑲᓂᒃ ᐁ ᐅᑐᔅᑯᐧᐋᐧᑖᐤ ᐅᔫᐦ ᐅᒋᒫᐤᐦ. ᐯᔨᑯᓲᐸ ᒫᒃ ᐅᒌ ᐊᓂᑌ ᐄᓅ ᐃᐦᑖᐧᐃᓂᐦᒡ ᐋᐸᑎᓰᐡ, ᐁᐤ ᐊᓂᒌ ᑯᑕᒃ ᑯᐧᑖᔅᒃ ᐊᓂᑌ ᒋᐦᒋᐧᐁ ᒪᓯᓇᐦᐄᑫᐅᑲᒥᑯᐦᒡ ᐁᑯᑌ ᔮᐸᑎᓯᐧᑖᐤ, ᓭᐧᑦ ᔫᐧᐋ ᑳ ᐃᓯᓂᐦᑳᑌᔨᒃ ᐅᑌᓈᔫ ᐲᓯᒨᑖᐦᒃ ᑳ ᐃᐦᑕᑯᓂᔨᒃ. ᐧᐃᔭᐧᐋᐤ ᐅᒌ ᐅᒋᒫᐅᒃ ᐧᐃᔦᔨᐦᑕᒧᒃ ᑖᐦ ᒉ ᐃᔑ ᓇᓈᑲᑐᐧᐁᔨᐦᑕᒋᔨᒃ ᐋᐸᑎᓯᓯᐦ ᑲᔦ ᒉ ᐃᐦᐱᐦ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓄᔨᒃ ᐁ ᑲᓇᐧᐋᐸᐦᑕᒧᐧᐋᐧᑖᐤ ᒋᔐᐃᒋᒫᐤ ᐅᐧᐄᓄᐧᐁᐧᐃᓂᔫᐦ ᐁ ᐃᑎᓄᐧᐁᒪᑲᓂᔨᐧᑳᐤ. ᐊᓂᑌ ᐁ ᐃᔅᐧᑳᔭᒃ ᐆ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᐣ ᐁᑯᑦ ᒉᓯᓈᓯᐧᑖᐤ ᐅᒋᒫᐅᒃ ᑲᔦ ᐊᓂᒌ ᐋᐸᒋᐦᐋᑲᓂᒃ.

ᒉᓯᑯᒻ ᐱᐳᐣᐦ, ᐧᐄ ᑰᐯᒃ ᒋᔐᐅᒋᒫᐤ ᐧᐃᔦᔨᐦᑕᒻ ᒉ ᐃᐦᐱᐦ ᐃᔅᐸᔨᔨᒃ ᓲᓂᔮᔫ ᐁ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓄᔨᒃ ᐊᓂᔫᐦ ᓂᑑᐦᐅᐄᓅᐦ ᒉ ᐋᐸᒋᐦᐋᔨᒃ ᐊᓂᔫ ᓲᓂᔮᐤ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐁ ᒌᓯᐦᑯᐧᐋᑲᓄᔨᒃ ᐊᓂᔫ ᐋᐸᑎᓯᓯᐦ. ᐁ ᐅᔅᑲᑯᒋᓂᔨᒃ ᒨᓭᐃ ᐲᓯᒻ ᐁᓯᑯᒻ ᐱᐳᐣᐦ ᐁᐅᐤ ᐁ ᐋᐸᒋᐦᑖᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓲᓂᔮᐤ ᐅᒋᒫᐅᒃ ᓲᓂᔮᐤ ᐁ ᑎᐱᓯᓇᐦᐧᐋᐧᑖᐤ. 1998-99 ᑳ ᑎᐱᓯᓇᐦᐧᐋᐧᑖᐤ ᓲᓂᔮᐤ ᐅᒌ ᐅᒋᒫᐅᒃ, ᒨᐦ ᐲᓯᒻ 30, 1999 ᒫᒃ ᐁᒌ ᐅᐦᒋ ᑲᓇᐧᐋᐸᐦᑕᐦᐧᑳᐤ ᒫᒨ $16,253,204 ᒌ ᐃᐦᐱᐦ ᐋᐸᑎᓯᐣ ᐆ

ᐊᓂᒌ ᓄᑑᐦᐆᓲᓂᔮᐤ ᑳ ᐋᐸᒋᐦᐋᐧᑖᐤ ᒌ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᒃ, ᐁᐤ ᐊᓂᔫ ᑳ ᐃᔅᑯᐸᔨᔨᒃ ᐁ ᐱᒥᐸᔨᐦᑖᑲᓅᒃ ᐊᐦ ᒋᐦᒋᐧᐁ ᒪᓯᓇᐦᐄᑫᐅᑲᒥᑯᐤ ᐲᓯᒨᑖᐦᒃ ᑳ ᐃᐦᑕᑯᐦᒃ ᐁᑯᑌ ᑳ ᐃᔑ ᐋᐸᑎᓯᑦ ᐊᐦ ᓲᓂᔮᐤ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᓂᑌ ᐯᔨᑯᐦᑌᐤ ᒪᓯᓇᐦᐄᑫᐅᑲᒥᑯᐤ ᐊᓂᑌ ᐄᓅ ᐃᐦᑖᐧᐃᓂᐦᒡ ᑳ ᑕᑯᐦᐧᑳᐤ.

ᐊᐦ ᓲᓂᔮᐤ ᑳ ᑎᐱᓯᓇᐦᐧᐋᑲᓅᑦ ᓅᑯᐦ ᑖᐦ ᑳ ᐃᐦᐱᐦ ᐋᐸᑎᓯᑦ ᓲᓂᔮᐤ ᓲᓂᔮᐅᓯᓇᐦᐄᑲᐦ ᐁᒌ ᐅᔑᐦᑖᑲᓅᐦᒃ ᐁᒌ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᐧᐋᑯᐸᐦᐄᓂᒃ ᐊᐧᐁᓂᒌ. ᐊᐦ ᒫᒃ ᐧᐄ ᓲᓂᔮᐤ ᐊᓂᑕ ᒪᓯᓇᐦᐄᑫᐅᑲᒥᑯᐦᒡ ᒋᐹ ᐋᐸᑎᓯᑯᐸᓅ ᐁᑯᐦ ᑳ

ᐃᑎᓯᓇᐦᐄᑲᓅᐦᒡ, ᐊᓐ ᒉᒀᓐ ᐁᔅᒄ ᐁᑳ ᐅᐦᒋ ᑎᐸᐦᐄᑲᓅᐦᒡ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᐁᒌᔅ ᑎᐸᐦᐊᒫᒑᓅᐦᒡ ᒪᓯᓈᑌᐤ ᑖᐱᔅᑯᓐ ᐊᓐ ᐊᓄᐦᒌᔥ ᐯᐳᐦᒡ ᑖᓐ ᑳ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒫᒑᓅᐦᒡ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᓂᑌ ᐅᑖᐦᒡ ᑳ ᐯᒥ ᐱᐳᐦᒡ ᐁᒌ ᓇᐦᐄᐸᔨᐦᑐᐙᑲᓅᑢᐤ ᐊᐌᓂᒌ ᐅᑎᐦᐊᒫᑯᔩᐎᓂᐙᐤ ᐅᔦᔩ ᐊᓄᐦᒌᔥ ᑳ ᐱᐳᓂᔮᒃ. ᒥᒄ ᒫᒃ, ᐊᓂᑕ ᐊᓂᔩᐦ ᐊᒋᐦᑖᓱᓐ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐᐦ 1 ᐊᓂᑌ ᒫᒃ ᐃᔑ 8 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒁᐤ ᒥᒄ ᐆ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ ᑖᓐ ᑳ ᐃᔥᐱᔥ ᐋᐸᑎᓯᑦ ᔖᑕᔫᐤ ᒪᓯᓈᑌᐤ. ᐁᐅᒄ ᒫᒃ ᐆ ᐌᐦᒋ ᐁᑳ ᑖᐱᔅᑯᓐ ᐃᔑᓈᑯᐦᒁᐤ ᐊᓂᐦᐄ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐᐦ ᔖᑕᔫᐤ ᐁᒌ ᑎᐱᓯᓇᐦᐙᑲᓅᑦ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᓂᔩᐦ ᐊᒋᐦᑖᓱᓐ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐᐦ.

ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᐤ ᐁ ᐱᒥᐸᔨᐦᐋᑲᓅᑦ

ᐊᓂᔩ ᒉᒀᔩ ᓈᔅᒃ ᐙ ᔫᑕᐦᒁᐤ ᐊᓂᒌ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᐤ ᑳ ᐱᒥᐸᔨᐦᐙᑢᐤ ᐁᐅᑯᔩ ᒉᒌ ᓰᐦᒋᒫᑢᐤ ᐄᓅᐦ ᒉᒌ ᔮᐃᑎᔅᑖᔮᒃ ᐊᓂᔩ ᑖᓐ ᒎᔥ ᑳᒌᔑ ᐱᒫᒥᐦᐄᓯᑢᐤ ᑲᔦ ᒫᒃ ᒉᒌ ᐐᒥᐦᐋᑢᐤ ᔖᑕᔫᔩ ᒉᒌ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯᔮᒃ ᐊᓂᔩᐦ ᐊᐌᐦᔩᐦ ᑳ ᓂᔫᐦᐅᔮᒃ ᑲᔦ ᑳ ᓂᔫᐊᔩᓄᐎᔮᒃ. ᐊᓂᑌ ᒉᒥᔅ ᐯᐃ ᓂᔅᑯᒍᐎᓐ ᑳ ᒪᓯᓇᐦᐆᓯᓈᓅᐦᒡ ᒥᔅᑯᑎᓅ ᐲᓯᒼ 11, 1975 ᐁᑯᑌ ᐌᐦᒋ ᐱᒥᐸᔨᐦᑖᑲᓅᒃ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᐤ. 1976 ᒫᒃ ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒃ ᐁ ᐱᐳᐦᒡ ᐁᑯᑦ ᐅᔅᒃᒃ ᑳ ᒥᐦᒋᐸᔨᐦᑖᑲᓅᒃ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᐤ ᐁ ᐋᐸᑎᓯᑦ.

ᐊᓂᒌ ᐄᓅᒃ ᒉᒥᔅ ᐯᐃ ᑰᐯᒃ ᐊᔅᒌᐦᒡ ᑳ ᐃᐦᑖᑢᐤ, ᐁ ᓂᔫᐦᐅᑢᐤ ᐁ ᐅᐦᒋ ᐱᒥᐸᔨᐦᐄᓯᑢᐤ ᐁᐅᑯᓂᒃ ᐅᒌ ᒉᒌ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯᑢᐤ ᐅᔩ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᔩ. ᒥᓯᐌ ᐊᓂᔩ ᐄᓅ ᐁ ᐊᑎ ᐃᐦᑎᑦ ᑲᓈᐙᐸᐦᑖᑲᓅᔩ; ᐁ ᓂᔫᐦᐅᑦ, ᐁ ᓅᑕᒉᔅᑦ, ᐁ ᓂᔫᐊᔩᓂᑦ, ᑲᔦ ᒫᒃ ᐁ ᐅᔑᐦᑖᑦ ᑲᔦ ᐁ ᐙᐌᔑᐦᑖᑦ ᐊᓂᔩᐦ ᒉᒀᔩᐦ ᐁ ᐄᑖᐸᒥᐦᑖᑦ; ᐁ ᒪᒥᔩᐦᒡ, ᐁ ᐱᒥᐦᐅᑖᑦ ᑲᔦ ᐁ ᐊᑖᐙᑫᑦ ᒉᒀᔩ ᐁ ᓂᐸᐦᑖᑦ, ᐁ ᐅᔑᐦᑖᑦ ᒉᒀᔩᐦ; ᓂᔫᐦᐅᓂᔩ ᐁ ᓇᓈᑲᒥᐦᑖᑦ, ᑲᔦ ᒫᒃ ᑯᑕᒃ ᒉᒀᔩ ᐁ ᐊᐃᐦᑎᑦ.

ᓅᒼ ᑲᑕ ᐐᐦᑖᑯᓐ ᐅᑕ ᑖᓐ ᐁ ᐃᔑ ᑲᓈᐙᐸᒫᑲᓅᑦ ᐊᐌᓐ ᐁᐐ ᐋᐸᒋᐦᐋᑦ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᐤ ᑲᔦ ᐊᓐ ᒉᒀᓐ ᑫᓇᐙᐸᐦᑖᑲᓅᐦᒡ ᐁᐐ ᐎᔦᔮᐦᑖᑲᓅᐦᒡ ᑖᓐ ᒉ ᐃᔥᐱᔥ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯᑦ ᐅᔩ ᔖᑕᔫᔩ. ᐆ ᒫᒃ ᐌᐦᒋ ᐃᐦᑕᑯᐦᒡ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᐤ ᐁᐅᑰ ᒉᒌ ᐐᒥᐦᐊᑲᓅᑢᐤ ᑳ ᓂᔫᐦᐅᑢᐤ ᒉᔨᑯᒼ ᐱᐳᓐᐦ ᒉᒌ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯᑢᐤ ᔖᑕᔫᔩ. ᑲᓈᐙᐸᐦᑖᑲᓅᔩ ᐊᐌᓐ ᑖᓂᑌ ᐌᐦᒋ ᐱᒥᐸᔨᐦᐄᓯᑦ, ᓂᔫᐦᐅᑵ, ᐁ ᓅᑕᒉᔨᑵ, ᒫᒃ ᒎᔥ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᐁ ᐃᐦᑖᑵ ᐁᑯᑦ ᐌᐦᒋ ᐎᔦᔮᐦᑖᑲᓄᔮᒃ ᒉᒌ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑰᑵ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᐤ. ᐊᓐ ᐊᐌᓐ ᑳ ᐊᓯᑎᓯᓈᓯᑦ ᒉᒥᔅ ᐯᐃ ᓂᔅᑯᒍᐎᓂᐦᒡ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᓐ ᐊᐌᓐ ᓈᑳᓂᔥᑲᐦᒡ ᐊᓂᑕ ᐁ ᐯᔭᑯᑌᐅᓰᑦ ᑲᔦ ᐊᓐ ᐊᐌᓐ 18 ᑳ ᐃᔅᐱᐦᑎᓰᑦ ᐅᔅᑌ ᒫᒃ, ᑎᐹᓐ ᑳ ᐃᐦᑖᑦ, ᐁᐅᑯᓂᒃ ᐅᒌ ᒉᒌ ᒥᔦᑲᓅᑢᐤ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᔩ. ᒫᒨ ᒫᒃ ᑳᓌᐸᒫᑲᓅᒃ ᑖᓐ ᐁ ᑕᓯᑢᐤ ᐁ ᐯᔭᑯᑌᐅᓰᑢᐤ ᐊᐌᓂᒌ ᐁᐐ ᐎᔦᔮᐦᑖᑲᓄᔮᒃ ᒉ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐙᑲᓅᑢᐤ.

ᐊᓂᑕ ᐄᓅ ᐃᐦᑖᐎᓂᐦᒡ ᑳ ᐅᔑᐦᑖᑲᓅᐦᒡ ᑲᒥᑏ ᐊᓂᒌ ᑳ ᓂᔫᐦᐅᑢᐤ ᑲᔦ ᑳ ᓂᔫᐊᔩᓂᑢᐤ ᑳ ᒫᒨᐱᑢᐤ ᐁᐅᑯᒌ ᐌᔦᔮᒫᑢᐤ ᐊᓂᔩ ᐊᐌᔩ ᐁ ᐃᔑᓈᑯᓂᔮᒃ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᐤ ᒉᒌ ᐋᐸᒋᐦᐋᔮᒃ. ᑲᔦ ᒫᒃ ᓂᑐᐌᐦᑖᑯᓐ ᔮᐃᑌ ᒉᒌ ᓅᑯᓂᔮᒃ ᐅᑎᓯᓂᐦᑳᓯᐎᓐ ᐊᓐ ᐊᐌᓐ ᓈᑳᓂᔥᑲᐦᒡ ᐊᓂᔩ ᐁ ᐯᔭᑯᑌᐅᓰᑦ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᓐ ᐊᐌᓐ ᐋᑦ ᐁᑳ ᑳ ᐯᔭᑯᑌᐅᓰᑦ ᐁ ᒪᓯᓈᑌᔮᒃ ᒫᒃ ᐊᓂᑕ ᐅᑎᓯᓂᐦᑳᓯᐎᓐ ᐁ ᐋᐸᒋᐦᐋᑦ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᐤ. ᐁᑯᑦ ᒉᔨᓈᓯᑢᐤ ᐊᓂᒌ ᐊᐌᓂᒌ ᐄᓅᐦ ᑳ ᐃᑖᒥᐦᐅᔮᒃ ᑳ ᐃᑖᒥᐦᐅᑢᐤ, ᓂᔫᐦᐅᓂᔩ ᐁ ᐅᐦᑖᒥᐦᐅᑢᐤ. (31.1 ᐱᔅᑭᑎᓯᓇᐦᐄᑲᓐ ᐋᔮᒨᑌᐤ ᐆ ᐊᓂᑌ ᐐᔕᐌᐎᓂᐦᒡ). ᔮᓈᓅᐤ ᐊᓂᔩᐦ ᐯᔭᑯᔥᑌᐤ ᐄᓅ ᐃᐦᑖᐎᓐᐦ ᒌ ᐅᔑᐦᑖᐅᒃ ᐅᔩᐦ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐᐦ ᐁ ᒪᓯᓈᓯᔮᒃ ᐊᐌᔩ ᑳ ᓂᔫᐦᐅᔮᒃ ᐅᔩ 1998-99 ᑳ ᐱᐳᓂᔮᒃ. ᒥᒄ ᒥᔐᔫᐲ ᓇᒧᐃ ᐅᐦᒋ ᐅᔑᐦᑖᐅᒃ ᐊᓂᔩ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓂᔩ.

ᐊᓂᒌ ᐊᐌᓂᒌ ᑳᐎ ᐋᐸᒋᐦᑖᑢᐤ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᔩ, ᐊᓐ ᐊᐌᓐ ᓈᑳᓂᔥᑲᐦᒡ ᐯᔭᑯᑌᓅ ᒫᒃ ᐊᓐ ᐊᐌᓐ 18 ᒫᒃ ᐅᔅᑌ ᑳ ᐃᔅᐱᐦᑎᓰᑦ ᐸᐦᑳᓐ ᑳ ᐃᐦᑖᑦ ᔮᐃᑌ ᐅᔅᑌ ᒥᐦᒉᑐ ᒌᔑᑳᐦᒡ ᒋᐹ ᓂᔫᐦᐆ ᐃᔥᐱᔥ ᐐ ᐋᐸᑎᓰᐎᓂᔩ ᐁ ᐃᐦᔫᑕᐦᒡ. ᒥᑯᒥᒃ 120 ᒌᔑᑳᐦᒡ ᐃᔥᐱᔥ ᓂᑐᐌᔮᐦᑖᑯᓰ ᐊᓂᑌ ᓂᑐᐐᓐ ᒉᒌ ᐃᐦᑖᑦ ᐁ ᓂᔫᐦᐅᑦ ᔮᒄ ᒉᒌ ᐋᐸᒋᐦᐋᑦ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᐤ. ᐊᓂᔩ ᐯᐳᓂᔮᒃ ᐁ ᑲᑵᒋᐦᒉᔮᒧᑦ ᒉᒌ ᐋᐸᒋᐦᐋᑦ ᓂᔫᐦᐆᔖᑕᔫᐤ ᐊᓂᑌ ᐅᑖᐦᒡ ᑳ ᐯᒥ ᐱᐳᓂᔮᒃ ᐁᑯᑌ ᒉ ᐃᔑ ᒪᓯᓇᐦᐊᐦᒡ ᐊᓂᔩᐦ ᐅᒌᔑᑳᒻ. ᐁᑯᑦ ᒉ ᐃᔑᓈᑯᓂᔮᒃ ᐯᔭᑯᐳᓐ ᒉ ᐊᔕᐙᐸᐦᑕᐦᒡ ᔮᒄ ᒉ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯᑦ ᐅᔩ ᔖᑕᔫᔩ.

ᐊᓂᒌ ᒫᒃ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᒉᔮᓈᓯᐧᑖᐤ ᐊᓂᔩ ᓂᑑᐦᐆᔒᓚᔫᔩ ᓂᑐᐧᐁᔨᐦᑖᑯᓯᒡ ᐁᓯᑯᐢ ᐱᐳᐦ ᒌ ᓇᐦᐄᐸᔨᐦᑖᐧᑖᐤ ᐊᓂᔩ ᒉᐧᑳᔩ ᐁ ᐃᔑ ᓂᑐᐧᐁᔨᐦᑖᑯᓯᐧᑖᐤ ᒌ ᐃᔑ ᓇᐦᐄᐸᔨᐦᑖᐧᑖᐤ ᐁᑳ ᒌ ᔫᓂᐸᔨᒃ ᐊᓂᔩ ᑳ ᐃᔑ ᐧᐄᒋᐦᐋᑲᓅᐧᑖᐤ ᒦᓐ ᐊᓂᔩ ᐊᑎ ᐱᐳᓂᔨᒉ. ᓃᔫᓂᑯᑌᐦᒡ ᓇᒧᐃ ᑲᓇᐧᐋᐸᐦᑖᑲᓅ ᐆ ᐃᑕᔑᐧᐁᐧᐃᓐ ᐊᐧᐁᓐ ᓈᔥ ᐁ ᐅᔥᑕᐧᐄᑯᑦ ᒉᐧᑳᔩ.

ᐊᓂᔩ ᐊᐧᐁᓐ ᐁ ᓂᑑᐦᐆᑦ ᐁᐅᑯᓐ ᐊᓐ ᒉᐧᑳᓐ ᑫᓇᐧᐋᐸᐦᑖᑲᓅᐦᒡ ᐁᐧᐄ ᐧᐃᔦᓯᐦᑖᑲᓅᒃ ᒉ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᑦ ᐧᐁᔅ ᐅᔫ ᐊᓂᔩ ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᐊᓂᑌ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᐁ ᐃᐦᑖᐧᑖᐤ ᐊᓂᒌ ᒥᔑᐃᓅᒃ ᐊᓂᑕ ᐯᔭᑯᑌᓅ ᐁᐅᒄ ᐊᓂᔩ ᒉ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᐧᑖᐤ. ᐁᑯᑌ ᒫᒃ ᑲᔦ ᐁ ᐃᔑᓈᑯᐦᒡ ᒉ ᐅᐦᒋ ᐁᑳ ᐯᔭᑯᓂᐦᒡ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐋᑦ ᐯᔭᑯᓂᐦᒡ ᐁ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᐊᓂᔩ ᐁ ᐯᔭᑯᑌᐅᔩᐧᑖᐤ.

ᐁᐧᐄ ᐧᐃᔦᓯᐦᑖᑲᓅᒡ ᒫᒃ ᒉ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐁᐅᑰ ᒉᐧᑳᓐ ᑫᓇᐧᐋᐸᐦᑖᑲᓅᒡ : ᐊᓂᔩ ᐁ ᐃᔥᐱᔥ ᐃᐦᑖᑦ ᐊᐧᐁᓐ ᐊᓂᑌ ᓂᑐᐧᐄᓐ ᐁ ᓂᑑᐦᐅᑦ, ᐁ ᓅᑕᒉᔅᑦ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐁ ᓂᑑᐊᔩᓂᑦ; ᑲᔦ ᒫᒃ ᐁ ᐃᔥᐱᔥ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯᐧᑖᐤ ᐯᔭᑯᑌᓅ ᓃᓚᔫᔩ ᐋᐦᒋᔩ ᐁ ᐅᐦᒋᐸᔨᔨᒃ, ᑲᔦ ᒫᒃ ᑲᓇᐧᐋᐸᐦᑖᑲᓅ ᐁ ᐃᔅᐱᐦᒉᑎᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐯᔭᑯᑌᓅ. ᓃᔑ ᒉᐧᑳᔩᐦ ᑲᓇᐧᐋᐸᐦᑖᑲᓅᐦ ᐊᑎ ᐧᐁᐦᒋ ᐧᐃᔦᓯᐦᑖᑲᓄᓯᒃ ᒉ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᑦ ᐊᐧᐁᓐ ᓃᓚᔫᔩ. ᓃᔥᑕᒃ ᒫᒃ ᑕᑯᓂᔩ ᐁ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᑦ ᐊᓐ ᐊᐧᐁᓐ ᓈᑳᓂᔥᑲᒃ ᑲᔦ ᐅᐧᐄᒥᒫᑲᓐ ᐁᓯᑯᐢ ᒌᔑᑳᐤ ᐊᓂᑌ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᐁ ᐃᐦᑖᐧᑖᐤ ᐁ ᓂᑑᐦᐅᐧᑖᐤ ᐄᓅ ᐃᐦᑐᐧᐃᓂᔩ ᐁ ᒍᑕᐦᐧᑳᐤ. ᑯᐯᒃ ᐅᐧᐄᔑᐧᐁᐧᐃᓂᐦᒡ ᒌ ᐧᐃᔦᓯᐦᑖᑯᓐ ᒥᒄ 240 ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᒌ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᑦ ᒥᓯᐃᓅ ᐯᔭᒄ ᐱᐳᓐ. 1998-99 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒃ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ $41.82 ᒌ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅ ᒥᓯᐃᓅ ᐯᔭᒄ ᒌᔑᑳᐤ, ᐊᓂᔩ ᒫᒃ ᒫᐅᒃ ᒥᔅᑕᐦᐄ ᒌ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᑯᐸᓅ ᐊᓂᔩ ᐅᐦᒋ ᐅᒌᔑᑳᐤ ᐯᔭᒄ ᒥᓯᐃᓅ ᐯᔭᒄ ᐱᐳᐦ $10,037 ᐃᔅᐱᔐᔩ; ᐁ ᓃᔑᐧᑖᐤ ᒫᒃ $20,074 ᐃᔅᐱᔐᔩ.

ᒦᓐ ᒫᒃ ᐃᐦᑕᑯᓂᔩ ᐊᓂᔩ ᒌ ᐃᔥᐱᔥ ᐊᔩᐧᐋᒃ ᒥᔅᑳᐦᒡ ᐊᐧᐁᓐ ᓃᓚᔫᔩ ᐊᓂᔩ ᑖᓐ ᑳ ᐃᔥᐱᔥ ᐧᐃᔦᓯᐦᑖᑲᓄᓯᒃ ᒋᐹ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅ ᐊᓂᔩᐦ ᐅᒌᔑᑳᐤ ᐁ ᑲᓇᐧᐋᐸᐦᑖᑲᓄᓯᐧᑳᐤ, ᑲᓇᐧᐋᐸᐦᑖᑲᓅᔩ ᑖᓐ ᐁ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᐁ ᐯᔭᑯᑌᐅᔩᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᑲᔦ ᐊᓂᔩ ᐁ ᐃᔥᐱᔥ ᐅᑐᐦᑕᐦᐆᑯᐧᑖᐤ ᐯᔭᒄ ᐱᐳᓐ ᓃᓚᔫᔩ. ᐊᓂᑕ 6 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒃ ᐋᒋᐦᑖᓯᓐ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐ, ᐁᑯᑦ ᐁᓅᑯᐦᒡ ᑖᓐ ᒌ ᐃᔥᐱᔥ ᒥᒫᓅᑦ ᐊᐧᐁᓐ ᓃᓚᔫᔩ. ᒪᓯᓈᑌᐤ ᐊᓂᑕ ᐊᓐ ᐋᒋᐦᑖᓯᓐ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐ, 40 ᓯᒪᒦᔅ ᑕᐦᑐ ᐯᔭᐧᑲᐱᔅ ᓇᒧᐃ ᐋᐸᒋᐦᑖᑲᓅ ᐊᓂᔩ ᐁ ᐃᔥᐱᔥ ᐅᐦᑎᓰᑦ ᐊᐧᐁᓐ, ᑲᔦ ᒥᐦᒋᐃᓅ ᓃᓚᔫᐤ ᓇᒧᐃ ᓈᔥ ᐋᐸᑌᓯᐦᑖᑲᓅ. ᒥᔒ ᐁᑳ ᐊᓯᐦᒡ ᒦᓐ ᐃᔑ ᐧᐄᐦᑖᑯᐦᒉ ᒥᔑ ᐧᐄᔑᐧᐁᐧᐃᓂᐦᒡ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐧᐄᔑᐧᐁᐧᐃᓂᔑᐦᒡ, ᒥᓯᐧᐁ ᐊᓂᔩ ᓃᓚᔫᔩ ᐧᐁᐦᑎᐦᑕᐦᐆᑯᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐁ ᐯᔭᑯᑌᐅᔩᐧᑖᐤ, ᐁᒌ ᐱᑯᐦᐋᐧᑖᐤ ᐃᔑ ᑲᓇᐧᐋᐸᒫᑲᓅᔩ ᒥᒃ ᐊᓂᔩ ᐅᒌᔑᑳᒧᐧᐋᐤ ᐁ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓈᓚᔫᐤ ᐁ ᐋᐸᒋᐦᐋᐧᑖᐤ.

ᐋᑦ ᒫᒃ ᐁ ᓂᑐᐧᐁᔨᐦᑖᑯᐦᒡ ᐧᐄᔑᐧᐁᐧᐃᓂᐦᒡ ᔫᐃᑌᐃ ᒥᒄ ᓂᑐᐦᐅᐧᐃᓂᐦᒡ ᐁ ᐅᐦᑖᒋᐦᐅᑦ ᐊᐧᐁᓐ ᒌ ᐋᐸᒋᐦᐋᑦ ᓂᑑᐦᐆᓈᓚᔫᐤ, ᔫᐸᒃ ᑲᑕᒌ ᐃᐦᑑ ᐧᐃᔦᔅ ᐊᓂᑌ ᒌ ᐅᐦᒋ ᐱᑯᐦᐋᑦ ᓃᓚᔫᐤ ᐋᐸᓯᐧᐄᓂᔩ ᐅᐦᒋ ᑖᓐ ᐁ ᐃᔑ ᐃᐦᑕᑯᓂᔮᒡ ᐊᓂᑌ ᐁ ᐃᐦᑖᑦ. ᐁᒄ ᒫᒃ ᓇᒧᐃ ᓂᑐᐧᐁᔨᐦᑖᑯᓰ ᐊᐧᐁᓐ ᐊᓂᑌ ᒌ ᐃᔑᓈᑯᓯᑦ ᑳᒋᒃ ᒌ ᐋᐸᑎᓰᑦ ᐁᔩ ᒫᒃ ᓂᑑᐦᐆᓈᓚᔫᐤ ᒌ ᐋᐸᒋᐦᐋᑦ. ᑲᔦ ᒫᒃ, ᓇᒧᐃ ᑖᐱᔅᑯᐦ ᑲᑕᒌ ᐋᐸᒋᐦᐁᐤ ᐊᐧᐁᓐ ᓂᑑᐦᐆᓈᓚᔫᐤ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐧᐄᒋᐦᐄᐧᐁᐧᐃᓂᔩ ᑰᐯᒃ ᑎᐸᐦᒋᒉᓰᓈᐦᒡ ᑲᔦ ᑳᓇᑖ ᑎᐯᐦᒋᒉᓰᓈᐦᒡ ᐁ ᐅᒋ ᐱᒥᐸᔨᐦᑖᑲᓄᓯᒃ.

ᐁᐅᑰ ᐧᐁᐦᒋ ᐃᐦᑖᑦ ᓂᑑᐦᐆᓈᓚᔫᐤ ᒌ ᐧᐄᒋᐦᐋᑲᓅᐧᑖᐤ ᐊᓂᒌ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐄᓅ ᐃᐦᑑᐧᐃᓂᐦᒡ ᑳ ᐧᐄ ᐅᐦᑖᒋᐦᐆᐧᑖᐤ ᑲᔦ ᒫᒃ ᒌ ᐃᐦᑖᔨᒡ ᐊᓂᔩ ᓃᓚᔫᐤ ᒉ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯᐧᑖᐤ ᐁ ᓂᑑᐦᐅᐧᑖᐤ.

ᐯᔭᒄ ᐱᐳᓐ ᑲᓇᐧᐋᐸᐦᑖᑲᓅ ᐁᐧᐄ ᐧᐃᔦᓯᐦᑖᑲᓅᒡ ᒉ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᑦ ᐊᐧᐁᓐ ᑲᔦ ᓅᐧᐋᐤ ᐸᒋᔥᑎᓂᑲᓅ ᓂᑑᐦᐆᓈᓚᔫᐤ ᐯᔭᒄ ᐱᐳᓐ ᐁ ᐅᔅᑯᒋᐦᑳᐤ ᐅᒌ ᐲᓯᒧᐦ, ᐧᐃᔦᓯ ᓯᑫᑌᐸᐢ ᐲᓯᒻ 1, ᐧᐄᐧᐄᒪᑲᓐ ᐲᓯᒻ 1, ᓂᑭ ᐲᓯᒻ 1 ᑲᔦ ᒫᒃ ᒎᓐ ᐲᓯᒻ 30 ᐁ ᑕᐦᑑᒥᐢᐧᑫᓯᑦ. ᐊᓂᑕ ᒫᒃ ᐁ ᐸᒋᔥᑎᓂᑲᓅᐦᒡ ᓂᑑᐦᐆᓈᓚᔫᐤ ᓂᑑᐦᐆᓯᐦ ᓈᓇᑲᒋᐦᐋᑲᓅᒃ, ᒉᐧᑳᒃ ᐁ ᒣᐦᒉᑎᐧᑖᐤ ᐅᑎᐦᑖᐧᐃᓂᐧᐋᐦᒡ ᐁᑯᑦ ᐯᒋᔥᑎᓂᑲᓄᓯᒃ ᓂᑑᐦᐆᓈᓚᔫᔩ.

ᑳ ᐃᔅᐸᔨᐦᒡ ᑫᐧᑳᓐ 1998-1999

ᐊᓂᒦ ᔮᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ

ᐊᓂᑌ ᐯᒥᐸᔨᐦᐋᑲᓅᒡ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ ᒥᐤ ᐊᓂᒦ ᑳ ᓂᑑᐦᐅᐧᑖᐤ ᑲᔦ ᑳ ᓂᑑᐊᔦᓂᐧᑖᐤ ᐁᐅᑯᓂᒡ ᐊᓂᒦ ᒥᐤ ᒉᒦ ᒥᔮᑲᓅᐧᑖᐤ, ᒉᒥᔅ ᐯᐃ ᐄᓅᒡ ᑰᐯᑲᐦᒡ ᑳ ᐃᐦᑖᐧᑖᐤ ᑳ ᒫᔥᑲᓲᐧᑖᐤ ᒉᒥᔅ ᐯᐃ ᓂᔅᑯᒍᐧᐃᓂᐦᒡ ᑲᔦ ᐯᔫᐤ ᐊᓂᔦᐦ ᐯᔫᐤ ᐄᓅ ᐃᐦᑖᐧᐃᓐ ᑳ ᐅᐦᒌᐧᑖᐤ; ᒥᔅᑕᓯᓃᐦᒡ, ᒋᓵᓰᐲᐦᒡ, ᐧᐋᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔑᐦᒡ, ᐧᐋᔥᐧᐋᓂᐲᐦᒡ, ᐧᐄᒥᓐᒌᐦᒡ, ᐃᔑᑯᓂᐦᒡ, ᐧᐋᐸᒣᑯᔥᑑᐦᒡ, ᓀᒥᔅᑳᐦᒡ ᑲᔦ ᐅᑫᐳᑯᒨᐦᒡ.

ᒨᓐ ᐲᓯᒻ 1999 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒡ, 12,966 ᒌ ᑕᓰᒻ ᐄᓅᒡ ᒫᒨ ᐅᔦᐦ ᐄᓅ ᐃᐦᑖᐧᐃᓐ ᐁ ᒫᓯᓈᓯᐧᑖᐤ ᐊᓂᑕ ᒉᒥᔅ ᐯᐃ ᓂᔅᑯᒍᐧᐃᓂᐦᒡ. ᐅᒌ ᒫᒃ ᐁ ᑕᓯᐧᑖᐤ 12,455 ᑕᓰᒻ ᐲᒡ ᐊᓂᑌ ᒉᒥᔅ ᐸᐃ ᐊᔅᒌᐦᒡ ᐁ ᐃᐦᑖᐧᑖᐤ, ᐁ ᐄᔅᐧᐃ ᑖᐦᑲᐦᐄᑫᐸᔨᐦᒡ ᐊᓐ ᒉᒥᔅ ᐯᐃ ᓂᔅᑯᒍᐧᐃᓐ. ᓇᒪᔦᐤ ᒥᐤ ᐊᓂᐦᐄᐦ ᐄᓅ ᐃᐦᑖᐧᐃᓐᐦ ᐁ ᐃᐦᑕᑯᐦᐧᑳᐤ ᐲᐦᒡ ᐊᓂᑕ ᐊᓐ ᐊᔅᒌ, ᐃᐦᑕᑯᓐᐦ ᐊᓂᑌ ᑯᑖᒃ ᐄᓅ ᐃᐦᑖᐧᐃᓐᐦ ᒎᔫᒡ, ᔒᐳᑲᒨ, ᔅᐸᐯᐃ, ᐁᒍᔑ, ᓴᓇᑌᔅ, ᑲᔦ ᒫᒃ ᐹᓪ ᐧᑖᐢ. ᑯᑕᑲᒡ ᐄᓅᒡ ᐁ ᐋᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ ᐧᐄᐧᐄᑎᒥᐦᒡ ᐄᓅ ᐃᐦᑖᐧᐃᓂᐦᒡ ᐧᐄᒨᒡ, ᐧᑫᒡ ᐊᓂᒦ ᐧᐋᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔑᐦᒡ ᑳ ᐃᔑ ᒫᓯᓈᓯᐧᑖᐤ ᐁ ᐅᐦᒌᐧᑖᐤ.

1994-95 ᐅᑌ ᒫᒃ ᐃᔑ ᐋᔅᑕᒥᑌ ᒌ ᐃᔅᐧᑳᐦᒋᐸᔦ ᑖᓐ ᑳ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᐄᓅᒡ, 10.9% ᐁᑎᑑ ᐃᔥᐱᔥ ᒥᐦᑯᑑᒡ. ᐋᑦ ᒫᒃ ᐊᓐ ᐁ ᐃᔥᐱᔥ ᐧᐁᑖᒡ ᐊᑎ ᒥᐦᑯᑎᐧᑖᐤ ᐄᓅᒡ ᓇᒧᐃ ᐁᑎᑑ ᒥᐦᑯᑑᒡ ᐄᓅᒡ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ ᐁ ᐋᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ. ᐋᑦ ᐲᐹ ᐁ ᐊᑎ ᒥᐦᑯᑎᐧᑖᐤ ᐯᔦᑯᑌᓅ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐁᐧᐄ ᐋᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ, ᐧᐁᑖᒡ ᓇᒧᐃ ᐃᔅᐱᐦᑯᑑᒡ ᐧᐁᓂᒌ ᐯᔦᑯᑌᓅ. ᐅᑕ ᐆ ᒫᓯᓇᐦᐄᑲᓐ ᐁᑯᑦ ᐁ ᓅᑯᐦᒡ ᑖᓐ ᑳ ᐃᔑ ᐯᒥ ᐃᔅᐸᔨᐦᒡ ᐅᑌ ᐅᑖᐦᒡ.

	94-95	95-96	96-97	97-98	98-99
ᑖᐦᑐᑌᓅ	1 193	1 178	1 190	1 264	1 273
ᒥᔅᑎᐃᓅᒡ	1 764	1 730	1 742	1 830	1 844
ᐊᐧᐋᔑᔥ	940	897	853	866	843
ᒫᒥᓯᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ	2 704	2 627	2 595	2 696	2 687

ᐋᑦ ᒫᒃ ᐧᐁᑖᒡ ᐁ ᐊᑎ ᒥᐦᑯᑎᐧᑖᐤ ᐄᓅᒡ ᐅᔫ ᐊᓂᒦ ᑳ ᐸᐦᐯᔨᑯᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐋᐸᒥᐦᐁᐅᒡ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ. 571 ᑖᐦᑐᑌᐅᓯᔪᐦ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐁ ᓅᔑᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐁ ᒥᔒᐃᓅᐧᑖᐤ ᐯᔦᑯᑌᓅ, ᒥᐤ 44.9% ᑕᓰᒻ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐁ ᐋᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ. ᐧᐁᑖᒡ ᒫᒃ ᐁᑳ ᐃᔅᐱᐦᑯᑎᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐁ ᐯᔦᑯᑌᐅᓲᐧᑖᐤ ᐧᐁᑖᒡ ᓇᒧᐃ ᐊᑎ ᐃᔅᐱᐦᑯᑑᒡ ᑲᔦ ᐊᐧᐋᔑᔥ ᐁ ᒫᓯᓈᓯᐧᑖᐤ, ᒥᐤ 27.8 ᐁᓯᑯᓐ 100 ᑕᓰᒻ ᐊᓂᒦ ᐊᐧᐋᔑᔥ ᐁ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᒫᒨ ᐊᓂᒦ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᑳ ᐋᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ. ᐊᓂᑕ ᐋᐢ ᐊᒥᐦᑖᓯᐢ ᒫᓯᓇᐦᐄᑲᐢ 2 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒡ ᐁᑯᑦ ᐁ ᓅᑯᐦᒡ ᒥᐤ ᐯᔫᐤ ᒫᒃ ᓂᔥᑐ ᐁᒥ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᐊᐧᐋᔑᔥ ᐯᔦᑯᑌᓅ.

ᐁ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᐊᐧᐋᔑᔥ ᐯᔦᑯᑌᓅ			
ᐁ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᐊᐧᐋᔑᔥ	ᐯᔦᑯᑌᓅ/ᐯᔫᐤ ᒥᔒᐃᓅ	ᐯᔦᑯᑌᓅ/ᓅᔥ ᒥᔒᐃᓅᒡ	ᒫᒨ
1 - 3	47	224	271
4 - 6	1	80	81
7 +	0	2	2
ᒫᒨ	48	306	354

ᐋᑦ ᐁ ᐋᔨᐸᔨᐦᒡ ᐁ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐁ ᐋᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ ᐊᓂᔦ ᐁ ᑖᐦᑐᐸᓂᓯᐧᑖᐤ ᑲᓇᐧᐋᐸᐦᑖᑲᓅᔦ. ᐧᐃᔦᐢ 26% ᑳ ᓅᑳᓂᔥᑲᐦᐧᑳᐤ ᐯᔦᑯᑌᓅ ᓅᐦᑖᐦᒡ 28 ᐃᑕᐦᑐᐸᓂᓰᒻ ᑲᔦ ᒫᒃ ᑫᑳᐢ ᒥᓯᐧᐁ ᐅᒌ ᒥᐤ ᐯᔦᑯᓰ ᒥᔒᐃᓅ ᐯᔦᑯᑌᓅ. ᐅᒌ ᒫᒃ ᐁ ᑖᐦᑐᑌᐅᓲᐧᑖᐤ ᐁᐅᑯᓂᒡ ᐊᓂᒦ 38 ᐊᓂᑌ ᒫᒃ ᐃᔑ 57 ᑳ ᑖᐦᑐᐸᓂᓯᐧᑖᐤ, ᒥᐤ ᒫᒃ 20% ᑕᓰᒻ ᐅᒌ ᐁ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐁ ᐋᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ.

ᓅᑯᐢ ᐊᓂᑕ ᐊᒥᐦᑖᓯᐢ ᒫᓯᓇᐦᐄᑲᐢ 1 ᐁᐤ ᒫᒃ 3 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᐧᑳᐤ ᐁ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᑳ ᐋᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᔫᓂᒐᔫᐤ ᑳ ᐯᒥ ᐱᐳᐦᒡ 1998-99.

ᐯᔮᐤ ᐊᐧᐁᓐ ᐅᒌᔑᑳᒡ

ᐊᓂᒌ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᑳ ᐋᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓲᓕᔮᐤ ᐁᑯᑦ ᐅᔖ ᐧᐁᐦᒋ ᑳᐦᒥᑎᓈᐧᑖᐤ ᓲᓕᔮᐤ ᐊᓂᔩᐦ ᐅᒌᔑᑳᒨᐧᐋᐤᐦ ᐊᓂᑌ ᓂᑐᐧᐄᓐ ᐁ ᐃᐦᑖᐧᑖᐤ ᐄᓅ ᐃᐦᑐᐧᐃᓂᔩ ᐁ ᑑᑕᐦᐧᑳᐤ. ᑰᐯᐤ ᐧᐄᓲᐧᐁᐧᐃᓂᐦᒡ ᐧᐄᐦᑖᑯᓐ ᒦᐤ 240 ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᒉᒌ ᐃᔥᐱᔥ ᒦᔮᑲᓅᑦ ᒥᓱᐃᓅ ᐯᔮᑯᐹᓐ ᑲᔦ ᒫᒨ 350,000 ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᒉᒌ ᐃᔥᐱᔥ ᒌᔒᐦᑯᐧᐋᑲᓅᐧᑖᐤ ᒫᒨ.

1998-99 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒡ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ 326,506 ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᒫᒨ ᒌ ᐃᔥᐱᔥ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᒡ ᐊᓂᒌ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᑳ ᒪᓯᓈᓯᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓲᓕᔮᐤ ᐁ ᐋᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ. ᐊᓂᑕ ᐊᓐ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐ 4 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒡ ᐁᑯᑦ ᐁ ᓅᑯᐦᒡ ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑳ ᑎᐸᐦᐊᒫᒫᓅᐦᒡ ᓇᓈᐦᑰ ᒉᐧᑳᓐ ᐁᒌ ᑑᑖᑲᓅᐦᒡ. ᐁ ᑎᐸᐦᐊᒫᒫᓅᐦᒡ ᐊᓂᔩ ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᐁ ᐃᐦᑖᑦ ᐊᐧᐁᓐ ᐊᓂᑌ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᔮᐸᒡ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅ ᐃᔅᐧᑫᐤ ᒉᐧᑳᒡ ᐁ ᒋᒥᔅᑯᐧᐋᑦ ᐊᐧᐋᔕ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᓂᔩ ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑳ ᐧᐄᒥᐦᐄᐧᐁᑦ ᐊᐧᐁᓐ ᐊᓂᑕ ᐊᓐ ᑲᒥᑏ ᑳ ᐅᔑᐦᑖᑲᓅᐦᒡ ᒉ ᒪᓯᓇᐦᐧᐋᑦ ᐊᐧᐁᔩ ᐊᓂᔩ ᐊᓂᑕ ᐃᐦᑖᐧᐃᓂᐦᒡ ᓂᑑᐦᐅᐧᐃᓂᐦᒡ ᐧᐁᐦᑖᒥᐦᐅᐳᒡ ᑲᔦ ᐁ ᐧᐊᓂᐦᐄᒉᔅᐦᒡ. ᒫᒨ 72 ᒌᔑᑳᐤᐦ ᒥᑲᒌ ᐅᑎᓇᒻ ᐃᔅᐧᑫᐤ ᐁ ᑲᓇᐧᐁᔅᒫᐅᓯᑦ ᐁᐤ ᐊᓐ ᐊᐧᐁᓐ ᑳ ᐊᐱᑦ ᐊᓂᑕ ᑲᒥᑏ ᒥᐤ 10 ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑲᑖᒌ ᐅᑎᓇᒻ.

ᐁᐅᒃ ᐧᐁᐦᒋ ᐁᑳ ᐯᔮᑯᓂᐦᒡ ᐃᔑᓈᑯᐦᒡ ᐊᓂᔩ ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑳ ᐃᐦᑖᑦ ᐊᐧᐁᓐ ᐊᓂᑌ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᑲᔦ ᐊᓂᔩ ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑳ ᒌᓰᐦᑯᐧᐋᑲᓅᑦ, ᐁᒌ ᐄᓈᓅᐦᒡ ᒦᐤ 240 ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᒉᒌ ᐃᔥᐱᔥ ᒌᓰᐦᑯᐧᐋᑲᓅᑦ ᒥᓱᐃᓅ. ᐊᓂᔩ ᐁ ᐃᔥᐱᔥ ᐹᓯᒋᐸᔨᐦᑖᑦ ᐊᐧᐁᓐ 240 ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᓇᒧᐃ ᒌᓰᐦᑯᐧᐋᑲᓅ. ᑲᔦ ᒫᒃ ᐃᒥᔥᑌᐤ ᐊᓂᑕ ᑰᐯᒃ ᐧᐄᓲᐧᐁᐧᐃᓂᐦᒡ ᐧᐃᔦᐤ ᐊᓂᑌ ᐋᐦᒋᔦ ᐁ ᐅᐦᒋ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯᑦ ᐊᐧᐁᓐ ᓲᓕᔮᔦ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐁ ᐋᐸᑎᓯᑦ ᐅᐦᒋ, ᑲᔦ ᒫᒃ ᒧᔮᒡ ᐁ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯᑦ ᐊᓂᔩ ᓲᓕᔮᔦ ᑳᒌ ᒦᔮᑲᓅᑦ ᐊᐧᐁᓐ ᐁᒌ ᐧᐃᔦᐤ ᐃᔅᐸᔮᒡ ᒉᐧᑳᒡ ᐁᒌ ᐋᐸᑎᓯᑦ, ᑲᔦ ᒫᒃ ᓲᓕᔮᔦ ᑳ ᑳᐦᒌᐧᐁᐸᔮᒡ ᐁ ᒥᔅᑳᐦᒡ, ᐁᐅᑰ ᐊᐧᐁᓐ ᓇᒧᐃ ᒌ ᒌᓰᐦᑯᐧᐋᑲᓅᑦ ᐊᓂᔩ ᐁ ᐃᔥᐱᔥ ᒦᔮᑲᓅᑦ ᐊᐧᐁᓐ ᐯᔮᐤ ᒌᔑᑳᐤ, ᐊᓂᔩ ᐅᐦᒋ ᐋᐦᒋᔦ ᐁᒌ ᐅᐦᒋᐸᔮᔮᒡ ᐁ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓅᑦ. ᐅᔦ ᒫᒃ ᐁ ᐃᔑ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯᑦ ᓲᓕᔮᔦ ᐊᓐ ᐊᐧᐁᓐ ᒉᔨᓈᓯᑦ ᓂᑑᐦᐆᓲᓕᔮᔦ ᑖᐱᔅᑯᓐ ᐊᓂᔦᐦ ᐁ ᓃᔑᐧᑖᐤ ᐅᐧᐄᒥᒫᑲᓐ ᐧᐊᓂᐦᑖᐅᒡ ᐊᓂᔦᐦ ᐅᒌᔑᑳᒧᐧᐋᐤᐦ ᐊᓂᑌ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᐁᒌ ᑖᐧᑖᐤ.

ᓇᓈᐦᑰ ᒌ ᑕᐦᑎᓂᔩ ᐅᒌᔑᒫᑯᐧᐋᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᓇᓈᐦᑰ ᐁᒌ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᐊᓂᔩ ᐁ ᐯᔮᑯᑌᐅᔫᐧᑖᐤ. ᐅᑕ ᓃᐦᑖᐦᒡ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐ, ᓅᑯᓐ ᐊᓂᒌ ᑕᐦᑐᑌᓅ ᑳ ᐋᔫᐧᐋᐧᑖᐤ ᐊᐧᐋᔕ ᐁᑳ ᐅᐦᒋ ᐃᔥᐱᔥ ᐃᐦᑖᐧᑖᐤ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᓂᑕ ᐯᔮᑯᑌᓅ ᑳ ᓃᔑᐧᑖᐤ ᒥᓱᐃᓅᒡ ᐧᐃᔫᐧᐋᐤ ᐁᑎᑑ ᐁ ᒥᐦᒉᓂᐧᑳᐤ ᐅᒌᔑᑳᒧᐧᐋᐤᐦ ᐃᔅᐱᔥ ᐊᓂᒌ ᐯᔮᑯᑌᓅ ᒦᐤ ᑳ ᐯᔮᑯᓯᑦ ᒥᓱᐃᓅ.

ᐧᐋᐄᓯᐧᐁ ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ

	ᐯᔮᑯᑌᓅ	ᐊᓐ ᑳ ᒪᓯᓈᓯᑦ
ᐯᔮᐤ ᒥᓱᐃᓅ ᐁᑳ ᐊᔫᐧᐋᑦ ᐊᐧᐋᔕ	180	180
ᐯᔮᐤ ᒥᓱᐃᓅ ᐁ ᐊᔫᐧᐋᑦ ᐊᐧᐋᔕ	173	173
ᓃᓲ ᒥᓱᐃᓅᒡ ᐁᑳ ᐊᔫᐧᐋᑖᐤ ᐊᐧᐋᔕ	376	203
ᓃᓲ ᒥᓱᐃᓅᒡ ᐁ ᐊᔫᐧᐋᑖᐤ ᐊᐧᐋᔕ	329	184

ᐅᑕ ᐆ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐ ᓅᑯᓐ ᐁᑳ ᓈᔥ ᐅᐦᒋ ᐋᐦᒋᐸᔨᔨᒡ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐅᒌᔑᒫᒧᐧᐋᐤᐦ (326,506 ᒫᒨ) ᑖᓐ ᑳ ᑕᐦᑎᓅᐧᑳᐤ ᐅᑖᐦᒡ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ 1997-1998 (326,748 ᒌᔑᑳᐤᐦ ᐁᒌ ᑕᐦᑎᓅᐧᑳᐤ), ᐋᑦ ᒫᒃ ᑲᔦ ᐁ ᓅᑯᐦᒡ ᐁ ᐃᔅᐧᑳᐦᒋᐸᔨᐦᒡ ᑖᓐ ᑳ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᒥᓱᐃᓅᒡ ᐁ ᐋᐸᒥᐦᑖᐧᑖᐤ ᐅᔩ ᓲᓕᔮᔦ. 5 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒡ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐ ᐁᑯᑦ ᓅᑯᐦᒡ ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑳ ᐃᐦᑖᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᐁ ᐋᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓲᓕᔮᐤ.

ᑳ ᐃᐡᐱᐡ ᑎᐸᐦᐋᒫᑳᓅᐦᒡ

ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᐤ ᐁ ᐃᔅᒀᐦᒋᐸᔮᑦ ᐁ ᐃᐡᐱᐡ ᑎᐸᐦᐋᒫᑳᓅᐦᒡ ᐁᐅᑯᓐ ᐊᓐ ᑫᓇ·ᐋᐸᐦᑖᑲᓅᐦᒡ ᐁ ᐃᐡᐱᐡ ᐃᔅᒀᐦᒋᐸᔮᐦᒡ ᒀᓐ ᐁᔑᑯᒻ ᐱᐳᓐ ᐅᑕ ᑰᐯᑳᐦᒡ, ᐊᓐ ᑰᐯᐤ ᒋᔑᐃᓅ ᓵᓕᔫᐤ ᐁ ᐃᐡᐱᐡ ᐃᔅᒀᐦᒋᐸᔮᒃ ᐯᔫᑯᐳᓐ ᐁᐅᐤ ᑫᓇ·ᐋᐸᐦᑖᑲᓅᒃ. ᐊᓂᑕ ᐊᓐ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ ᒫᓯᓈᐦᐄᑲᓐ 6 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒃ ᐁᑯᑦ ᐁ ᓅᑯᐦᒡ ᑖᓐ ᑳ ᐃᐡᐱᐡ ᐸᒥᐡᑎᓈᑲᓅᑦ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᐤ. 1.4 ᓯᒥᑮᔅ ᑕᐦᑐ ᐯᔫ·ᑳᐱᔅᒃ ᒌ ᐃᐡᐱᐡ ᐃᔅᒀᐦᒋᐸᔫ ᐆ ᓵᓕᔫᐤ ᑖᓐ ᑳ ᐃᔅᐱᒋᔅᒃ 1997-1998 ᐅᑖᐦᒡ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ.

1998-1999 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒃ ᐊᔅᒋᔫ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ, ᒫᒨ $15,129,737 ᒌ ᐃᔅᐱᒋᔅᐤ ᓵᓕᔫᐤ ᐁᒌ ᐸᒥᔅᑎᓂᑲᓅᐦᒡ, ᐊᐱᔒᐡ ᒌ ᐃᔅ·ᑳᐦᒋᐸᔫ ᑖᓐ ᑳ ᐃᐡᐱᐡ ᐸᒥᔅᑎᓂᑲᓅᐦᒡ 1997-1998 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒃ. ᐊᓂᑌ ᐊᓂᔫ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ ᒫᓯᓈᐦᐄᑲᓐ 7 ᐁᐤ ᒫᒃ 8 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌ·ᑳᐤ ᐁᑯᑦ ᐁ ᓅᑯᐦᒡ ᑖᓐ ᑳ ᐃᐡᐱᐡ ᑎᐸᐦᐋᒫᑳᓅᐦᒡ ᑲᔦ ᑖᓐ ᑳ ᐃᐡᐱᐡ ᒥᔮᑲᓅ·ᑖᐤ ᐯᔫᑯᑌᓅ ᐊ·ᐁᓂᒌ ᒥᓯ·ᐁ ᐊᓅᔫᐦ ᐄᓅ ᐃᐦᑖ·ᐄᓐᐦ.

ᐊᓂᑕ ᐊᓐ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ ᒫᓯᓈᐦᐄᑲᓐ 7 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒃ ᐁᑯᑦ ᐁ ᓅᑯᐦᒡ ᑳ ᐃᐡᐱᐡ ᑎᐸᐦᐋᒫᑳᓅᐦᒡ ᐯᔫᐤ ᐊᓂᔫ ᐁ ᐃᐡᐱᐡ ᒌᓱᐦᑯ·ᐋᑲᓅᑦ ᐊ·ᐁᓐ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐊᓂᔫᐦ ᐅᒌᔑᒀᒥᐦ ᐁ ᒌᓱᐦᑯ·ᐋᑲᓅᑦ. 1998-1999 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒃ ᐊᔅᒋᔫ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ, 9.9 ᓯᒥᑮᔅ ᑕᐦᑐ ᐯᔫ·ᑳᐱᔅᒃ ᒌ ᐃᐡᐱᐡ ᑎᐸᐦᐋᒫᑳᓅ ᐊᓂᔦᔫ ᐯᔫᐤ ᐊ·ᐁᓐ ᐁ ᐃᐡᐱᐡ ᒥᔮᑲᓅᑦ. ᐅᔅᑳᒃ ᐁ ᐃᐦᑕᑯᐦᒡ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᐤ 24 ᓯᒥᑮᔅ ᑕᐦᑐ ᐯᔫ·ᑳᐱᔅᒃ ᒌ ᐃᐡᐱᐡ ᑎᐸᐦᐋᒫᑳᓅ ᒦᓐ ᐊᓐ ᐁ ᐃᐡᐱᐡ ᑎᐸᐦᐋᒫᑳᓅᐦᒡ. ·ᐁᑖᒃ ᒫᒃ ᒌ ᐋᓯᐸᔫ ᑕᐦ·ᑖᐤ ᑳᐯᒋ ᐱᐳᐦᒡ, ᐊᓅᐦᒌᐡ 10 ᓯᒥᑮᔅ ᑕᐦᑐ ᐯᔫ·ᑳᐱᔅᒃ ᐁᑯᑦ ᐁ ᐃᐦᑕᑯᐦᒡ. ᐊᓐ ᒀ·ᑳᓐ ·ᐁᐦᒋ ᐋᐦᒋᔫ ᐃᔅᐸᔮᐦᒡ ᐁᐅᑯᓐ ᐊᓐ ᒎᐡ ᐁ ᐋᐦᒋᐸᔮᐦᒡ ᑖᓐ ᐁ ᑕᓯ·ᑖᐤ ᐊ·ᐁᓂᒌ ᐁ ᐋᐸᒋᐦᐋ·ᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᐤ. ᐁᑎᑑ ᒥᐦᒉᑑᒃ ᐊᓂᒌ ᐊ·ᐁᓂᒌ ᑳ ᐹᐦᐯᔫᑯ·ᑖᐤ ᐃᐡᐱᐡ ·ᐄ ᐯᔫᑯᑌᓅ ᑲᔦ ᒫᒃ ·ᐁᑖᒃ ᐁ ᐊᑎ ᒥᐦᒉᑎ·ᑖᐤ ᒋᔑᐃᓅᒃ ᓂᑐ·ᐄᓐ ᐁ ᐃᐦᑖ·ᑖᐤ 65 ᐊᓂᑌ ᒫᒃ ᐃᔑ ᐃᔅᐱᒥᐦᒡ ᑳ ᑕᐦᑐᐳᓀᓯ·ᑖᐤ ᐁᐅᑰ ·ᐁᐦᒋ ᐁᑳ ᐃᐡᐱᐡ ᐋᐸᑎᐦᒡ ᐊᓐ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᐤ ᐊᓂᔫ ᐁ ᐃᐡᐱᐡ ᒥᔮᑲᓅᑦ ᓂᑑᐦᐄᓅ. ᐁᐅᑯᓂᒃ ᒫᒃ

ᐊᓂᒌ ᐯᔫᑯᑌᓅ ᐊ·ᐁᓂᒌ ᑲᔦ ᒫᒃ ᒋᔑᐃᓅᒃ ᒥᐤ ᐊᐱᔒᐡ ᒫᔫᑲᓅ·ᑖᐤ ᒫᒃ ᐁᑳ ᒉᒋᒃ ᒥᔫᑲᓅ·ᑖᐤ ᐊᓂᔦᔫ ᑯᑕᒋᔫ ᐁ ᐃᐡᐱᐡ ᐸᒥᔅᑎᓂᑲᓅᔅᒃ ᓵᓕᔫᔫ. ᒎᔫᒃ ᒋᔑᐃᓅᒃ ᓂᑐ·ᐄᓐ ᑳ ᑖ·ᑖᐤ 65 ᑳ ᑕᐦᑐᐳᓀᓯ·ᑖᐤ ᐁᑎᑑ ᒫᒃ ᑳ ᒋᔑᐃᓅ·ᑖᐤ ᑳ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯ·ᑖᐤ ᒋᔑᐃᓅ ᓵᓕᔫᔫ ᓇᒧᐃ ᒥᔫᑲᓅᒃ ᐅᔫ ᓵᓕᔫᔫ.

ᐅᑕ ᐆ ᓅᐦᑖᐦᒡ ᑳ ᓅᑯᐦᒡ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ ᒫᓯᓈᐦᐄᑲᓐ ᓅᑯᓐ ᐊᓂᔫ ·ᐋ·ᐄᓯ·ᐁ ᐁ ᐃᐡᐱᐡ ᑎᐦᐊᒨ·ᐋᑲᓅ·ᑖᐤ ᐹᐦᐯᔫᑯᑌᓅ ᐊ·ᐁᓂᒌ.

ᑳ ᐃᐡᐱᐡ ᑎᐸᐦᐋᒫᑳᓅᒃ	ᑕᐦᑐᑌᓅ	ᐁᓯᑯ 100
0 - 5 999	130	10.2
6 000 - 11 999	682	53.5
12 000 - 17 999	162	12.7
18 000 - 23 999	270	21.2
24 000 +	29	2.3

ᒥᔅᑕᐦᐄ ᐃᔅᐸᔫ ᓵᓕᔫᐤ ᐁ·ᐄ ᐅᑎᓇᐦᒡ ᓂᑑᐦᐄᓅ ᐊᓂᔫᐦ ᒀ·ᑳᔫ ᒀ ᐋᐸᒋᐦᑖᑦ ᑲᔦ ᒫᒃ ᐁ ᒌᓲᐦᑳᐦᒡ ᐊᓂᔦᔫ ᒀ·ᑳᔫ ᒀ ᐃᔅᐸᔨᐦᐄᑯᑦ ᐊᓂᑌ ·ᐋ ᓂᑑ ᐃᐦᑖᑦ ᒀ ᓂᑑᐦᐅᑦ. ᔮᐸᒃ ᒫᒃ ᑲᔦ ᓂᑐ·ᐁᔨᐦᑖᑯᓯ ᒀᒌ ᒌᓲᐦᑳᐦᒡ ·ᐄᒃ ᐊᓂᑌ ·ᐋᔅᑳᐦᐄᑲᓂᐦᒡ. ᐁᐅᐤ ᒫᒃ ·ᐁᐦᒋ ᐃᔑᓈᑯᓯᑦ ᒥᐦᒀᑐ ᓂᑑᐦᐄᓅ ᐁ ᓂᑐ·ᐁᔨᐦᑖᑯᓂᔨᒃ ᐁᔫ ᒀᒌ ᐋᐸᑎᓯᑦ ᒀᒌ ᐅᐦᒋ ᐋᔮᑦ ᓵᓕᔫᔫ ᑖᓐ ᐁ ᐃᔑ ᓂᑐ·ᐁᔨᐦᑕᐦᒡ. ᒎᔫᓐ ᐊᓂᑌ 1998-1999 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒃ ᐊᔅᒋᔫ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ, ᐊᓂᔫ ᑳ ᐃᐡᐱᐡ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯ·ᑖᐤ ᓂᑑᐦᐄᓅᒃ ᓵᓕᔫᔫ ᐯᔫᑯᐳᓐ 77 ᓯᒥᑮᔅ ᑕᐦᑐ ᐯᔫ·ᑳᐱᔅᒃ ᒌ ᐃᐡᐱᐡ ᐅᐦᒋᐸᓂᔫ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᔫ ᐅᐦᒋ, ᐁᐤ ᒫᒃ ᐊᓂᔫ ᑯᑕᒋᔫ ᑳ ᐅᑎᐦᑕᐦᐆᑯ·ᑖᐤ, $4,458,131 ᒌ ᐃᔅᐱᒋᔅᔫ, ᐅᔖ ᒫᒃ ᐁᒌ ᐋᐸᑎᓯ·ᑖᐤ ᐁ ᓃᐱᓂᔮᒃ ᐁᑯᑌ ᑳ ᐅᐦᒋᐸᔮᔮᒃ.

ᐋᑦ ᒫᒃ ᐊᐱᔒᐡ ᐁᒌ ᐃᔅ·ᑳᐦᒋᐸᔮᒃ ᐁ ᑕᓯ·ᑖᐤ ᐊ·ᐁᓂᒌ ᐁ ᐋᐸᒋᐦᐋ·ᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᐤ, ᐆ 1998-1999 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᑌᒃ ᐊᒥᐦᑖᓯᓐ ᓇᒧᐃ ᐅᐦᒋ ᐋᐦᒋᐸᔫ

ᑫᐧᑳᐡ ᐁ ᑲᓇᐧᐋᐸᐦᑖᑲᓅᐦᒡ ᐅᑖᐦᒡ ᑳ ᐯᒋ ᐱᐳᐦᒡ ᑖᐡ ᑳ ᑕᔑᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᐁ ᒪᔑᓈᔑᐧᑖᐤ ᐁ ᐋᐸᒋᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᐤ ᑲᔦ ᒫᒃ ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑳ ᐃᐦᑖᐧᑖᐤ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᐄᓅ ᐃᐦᑐᐧᐃᓂᔫ ᐁᑑᑕᐦᐧᑳᐤ.

ᒫᐦᒋᐢᑕᐃ ᑫᐧᑳᐡ

ᒌᐦᑳᓈᑯᓂᔫ ᐁ ᒋᐢᑎᒫᐧᐁᔮᐦᑕᐦᒡ ᐄᓅ ᐅᑎᑖᑎᔫᐧᐃᐡ, ᐊᓂᒌ ᒫᒃ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᐤ ᐅᒋᒫᐅᒡ ᐧᐋᐦᐸᐦᑕᒧᒡ ᐧᐁᑖᒡ ᐁ ᐊᑎ ᒥᐦᑫᑎᐧᑖᐤ ᐊᓂᒌ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᑳ ᐅᐢᑳᑎᔫᐧᑖᐤ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᐁᐧᐄ ᐃᔑ ᐱᒫᒥᐦᐄᔑᐧᑖᐤ. ᐅᒌ ᒫᒃ ᑳ ᐋᐸᒋᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᐤ ᐁᔫ ᓈᓂᑐᐧᐁᔮᐦᑕᒧᒡ ᑖᓂᑌ ᑫᒌ ᐅᐦᒋ ᐅᔑᐦᑖᐧᑖᐤ ᓵᓕᔫᔫ. ᒥᐟ ᒫᒃ ᑯᑕᑲᒡ ᐊᐧᐁᓂᒌ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᔫ ᐅᔅ ᐱᒥᐸᔮᐦᐄᑯᒡ. ᐊᓂᒌ ᒫᒃ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᐤ ᐅᒋᒫᐅᒡ ᐁᐅᑯᔫ ᐅᑖᐸᑎᔑᐧᐃᓂᐧᐋᐤ ᑫᒌ ᒎᐦᒋᒫᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᔫ ᐄᓅ ᐃᐦᑐᐧᐃᓂᐦᒡ ᑫᒌ ᐃᔑ ᐱᒫᒥᐦᐄᔑᔮᐠ ᑲᔦ ᒫᒃ ᑎᐢ ᑫᒌ ᐃᔥᐱᔥ ᒥᔮᐧᑖᐤ ᓵᓕᔫᔫ ᒥᔑᐧᐁ ᐊᓂᔫ ᐊᐧᐁᔫ ᒉᔑᓈᔑᔮᐠ ᐁ ᐋᐸᒋᐦᐋᔮᐠ ᓂᑑᐦᐆᓵᓕᔫᐤ.

Tableaux
Tables

ᐊᒋᐦᑖᓱᓐ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐ

Tableau / Table
ᐊᒥᐦᑖᓯᐦ ᒫᓯᓇᐦᐄᑲᐦ

PRESTATAIRES DU PROGRAMME
BENEFICIARIES OF THE PROGRAM
ᒨᐸᒥᐦᐋᐧᑖᐤ ᓂᔫᐦᐆᐸᓃᑖᓂᔫᐤ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐃᐦᑖᐧᐃᐦ	UNITÉS UNITS ᑕᐦᑐᑌᐅ	STRUCTURE DES UNITÉS COMPOSITION OF UNITS ᐁ ᑕᓯᐧᑖᐤ ᐊᐧᐁᓂᒌ ADULTES ADULTS ᒋᓵᐃᔫᒡ	ENFANTS CHILDREN ᐊᐧᐋᔑᔥ	TOTAL TOTAL ᒫᒨ
MISTISSINI ᒥᔅᑎᓯᓃ	261	407	241	648
CHISASIBI ᒋᓵᓰᐲ	378	505	183	688
WASKAGANISH ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ	121	171	49	220
WASWANIPI ᐙᔂᓂᐲ	151	220	99	319
WEMINDJI ᐐᒥᔅᒌ	142	200	80	280
EASTMAIN ᐄᔫᒣᐤ	40	60	15	75
WHAPMAGOOSTUI ᐙᐱᒫᑯᔥᑐᐃ	64	99	58	157
NÉMISCAU/NEMASKA ᓅᒥᔅᑳ	48	72	36	108
OUJÉ-BOUGOUMOU ᐅᒑᐳᑯᒨ	68	110	82	192
TOTAL ᒫᒨ	1 273	1 844	843	2 687

Tableau / Table 2
ᐊᒋᐦᑖᓱᓐ ᒫᓯᓇᐦᐄᑲᓐ

UNITÉS DE PRESTATAIRES SELON L'ÂGE DU CHEF DE L'UNITÉ

BENEFICIARY UNITS ACCORDING TO AGE OF THE HEAD OF THE UNIT

ᑳ ᑕᐦᑐᑌᐅᓲᐧᑖᐤ ᑲᔦ ᑳ ᐋᔮᐢᐱᐦᑎᓲᐧᑖᐤ ᐊᓂᒌ ᓈᑳᓂᐦᑳᐦᑳᐧᐤ ᐯᔭᑯᑌᓅ

GROUPE D'ÂGE AGE GROUP ᑳ ᐋᔮᐢᐱᐦᑎᓲᐧᑖᐤ	UNITÉS SELON LE NOMBRE D'ADULTES UNITS ACCORDING TO NUMBER OF ADULTS ᑳ ᑕᓱᐧᑖᐤ ᒋᓭᐃᓅᒡ		TOTAL TOTAL ᒫᒨ	% DU TOTAL % OF TOTAL ᒫᒨ ᐁᔅᑯᐣ 100 ᐊᐧᐁᓂᒌ
	1 ADULTE 1 ADULT 1 ᒋᓭᐃᓅ	2 ADULTES 2 ADULTS 2 ᒋᓭᐃᓅᒡ		
18-27	266	64	330	25,9
28-37	145	98	243	19,1
38-47	54	60	114	9,0
48-57	45	93	138	10,8
58-67	57	136	193	15,2
68+	135	120	255	20,0
TOTAL ᒫᒨ	702	571	1 273	100,0

Tableau / Table 3
ᐊᔨᐦᑖᓰᓐ ᒪᓯᓇᐦᐃᑲᓐ

PARTICIPATION AU PROGRAMME
PARTICIPATION IN THE PROGRAM
ᐁ ᐋᐸᒋᐦᐋᑖᐤ ᓂᔫᐦᐆᓯᓈᓯᔫ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐃᔥᑖᐎᐣ	POPULATION CRIE / CREE POPULATION / ᐁ ᑕᔑᑖᐤ ᐄᔨᐤ MEMBRES[1] MEMBERS[1] ᐁ ᑕᔑᑖᐤ ᐄᔨᐤ ᐃᔥᑖᐎᓂᐦ [1]	 RÉSIDANTS[2] RÉSIDENTS[2] ᐄᔨᐤ ᔮᐤ ᐯᐃ [2]	PRESTATAIRES DU PROGRAMME / BENEFICIARIES OF THE PROGRAM / ᑳ ᐅᑎᐦᑕᐦᐅᐧᑖᐤ ᓂᔫᐦᐆᓯᓈᓯᔫ INSCRIPTIONS ENROLLMENT ᒪᓯᓈᓯᑖᐤ ᓂᔫᐦᐆᓯᓈᓯᔫ	 % [3] % [3] ᐁᔨᔑ 100 ᐁ ᐋᐸᒋᐦᐋᑖᐤ ᓂᔫᐦᐆᓯᓈᓯᔫ [3]
MISTISSINI ᒥᐢᑎᓯᓂ	2 816	2 743	648	23.6
CHISASIBI ᒋᓵᓰᐲ	3 129	3 087	688	22.3
WASKAGANISH ᐙᔅᑳᐦᐃᑲᓂᔥ	2 076	1 875	220	11.7
WASWANIPI ᐙᔅᐙᓂᐲ	1 473	1 410	319	22.6
WEMINDJI ᐐᒥᓐᒌ	1 104	1 043	280	26.8
EASTMAIN ᐃᔅᑌᔫ	552	535	75	14.0
WHAPMAGOOSTUI ᐙᐱᒪᑯᔥᑐᐃ	687	683	157	23.0
NÉMISCAU/NEMASKA ᓀᒥᔅᑳᐤ	546	522	108	20.7
OUJÉ-BOUGOUMOU ᐅᒉᐳᑯᒨ	583	557	192	34.5
TOTAL ᒫᒃ	12 966	12 455	2 687	21.6

1 Membres des communautés (Registre des populations autochtones du 3 juin 1999)

2 Membres résidant sur le Territoire de la Baie James (Registre des populations autochtones du 3 juin 1999)

3 Pourcentage des résidants inscrits au programme

1 Members of the communities (Enrollment Commission List of June 3, 1999)

2 Members residing in the James Bay Territory (Enrollment Commission List of June 3, 1999)

3 Percentage of residents enrolled on the Program

[1] ᐁᐅᑯᓂᐦ ᐊᓂᔨ ᐄᔨᐤ ᐊᓂᑕ ᒉᐦᑳᐤ ᐁ 3, 1999

[2] ᐊᓂᔨ ᐄᔨᐤ ᒉᐦᑳᐤ ᐊᓂᑌ ᐁ ᐃᔥᑖᐧᑖᐤ ᔮᐤ ᐯᐃ ᐊᔨᒥᐦ ᐁᐦ ᑳ ᒪᓯᓈᓯᑖᐤ ᒎᓐ ᐲᓯᒼ 3, 1999

[3] ᐁ ᑕᔑᑖᐤ ᐊᐁᓂᔨ ᐁᔨᔑ 100 ᐊᓂᔨ ᑳ ᒪᓯᓈᓯᑖᐤ ᓂᔫᐦᐆᓯᓈᓯᔫ ᐁ ᐋᐸᒋᐦᐋᑖᐤ

Tableau / Table 4
ᐊᒥᓈᑕᒻ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐ

RÉPARTITION DES JOURS
DISTRIBUTION OF DAYS
ᑳ ᒉᐦᑎᓈᐧᑳᐤ ᐅᒌᔑᑳᒧᐋᐤ ᐋᐧᐁᓂᒌ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐃᐦᑖᐧᐃᐤ	ACTIVITÉS ACTIVITIES ᓇᓈᐦᑯ ᑭᔅᑳᐤ ᐁᒌ ᒎᑖᑲᓈᒥᐦ			JOURS RÉMUNÉRÉS PAID DAYS ᐧᐋᐄᓇᐧᐁ ᒉᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᑳ ᑎᐸᐦᐄᒫᑲᓐ		
	BOIS[1] BUSH[1] ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ [1]	COMITÉ[2] COMMITTEE[2] ᒋᒥᑎ [2]	MATERNITÉ[3] MATERNITY[3] ᐃᔅᑫᐤ ᐁ ᒌᐦᒋᐋᐧᒑᐤ ᐊᐧᐋᔕ [3]	CHEF HEAD ᐯᔭᐠ ᐊᐧ ᓈᐱᓂᐧᑳᐦ ᐯᔭᑯᐦᒋᓈ	CONJOINT CONSORT ᐯᔭᐠ ᐅᐧᐄᒋᒫᑲᓐ ᐊᐧᐁᓐ	TOTAL TOTAL ᒫᒨ
MISTISSINI ᒥᔅᑎᓯᓂ	75 502	1	299	47 340	26 044	73 384
CHISASIBI ᒋᓵᓰᐲ	96 740	0	536	73 284	19 318	92 602
WASKAGANISH ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ	31 624	0	105	23 108	7 832	30 940
WASWANIPI ᐙᔅᐙᓂᐲ	38 325	0	157	25 997	11 082	37 079
WEMINDJI ᐐᒥᓐᒌ	36 430	0	96	27 196	8 279	35 475
EASTMAIN ᐃᔪᐦᑌᐤ	7 768	0	0	5 801	1 740	7 541
WHAPMAGOOSTUi ᐧᐋᐱᒣᑯᔥᑑ	20 956	0	108	12 937	6 231	19 168
NÉMISCAU/NEMASKA ᓀᒥᔅᑳ	12 701	0	129	8 660	3 911	12 571
OUJÉ-BOUGOUMOU ᐅᒉᐳᑯᒨ	18 038	0	91	11 935	5 811	17 746
TOTAL ᒫᒨ	339 724	1	1 521	236 258	90 248	326 506

1 Jours passés dans le bois
2 Participation aux activités du comité local
3 Congés de maternité

1 Days spent in the bush
2 Participation in the activities of the local committee
3 Maternity leave

1 ᒉᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᑳ ᑖᐧᑖᐤ ᐋᐧᐁᓂᒌ
2 ᒉᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᑳ ᐋᐸᑎᓰᐦᑕᐦᐧᑳᐤ ᒋᒥᑎ ᐋᐧᐁᓂᒌ
3 ᐃᔅᑫᐤ ᐁ ᒌᐦᒋᐋᐧᒑᐤ ᐊᐧᐋᔕ ᐅᒌᔑᑳᒧᐋᐦ

Tableau / Table 5

ᐊᓃᐦᒋᓯᐣ ᒫᓯᓈᐦᐄᑲᐣ

MOYENNE DE JOURS RÉMUNÉRÉS
AVERAGE DAYS PAID

ᐙᐄᓇᐧᐁ ᑕᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᑳ ᑎᐱᐦᐋᒫᑲᓅᐦ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐃᐦᑖᐅᐧᐃᐣ	PAR UNITÉ PER UNIT ᐯᔭᑯᑌᐅ	PAR CHEF PER HEAD ᐯᔭᐤ ᐊᐣ ᓈᐯᐦᑳᐣ ᐯᔭᑯᑌᐅ	PAR CONJOINT PER CONSORT ᐯᔭᐤ ᐅᐐᒋᒫᑲᐣ ᐊᐌᐣ	PAR ADULTE PER ADULT ᐯᔭᐤ ᒋᔖᔨᓂᐤ
MISTISSINI ᒥᔅᑎᓯᓂ	281	181	178	180
CHISASIBI ᒋᓵᐲ	245	194	152	183
WASKAGANISH ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ	256	191	157	181
WASWANIPI ᐙᔅᐙᓂᐲ	246	172	161	169
WEMINDJI ᐐᒥᓐᒌ	250	192	143	177
EASTMAIN ᐃᔅᒣᐤ	189	145	87	126
WHAPMAGOOSTUI ᐙᐱᒫᑯᔥᑐᐃ	300	202	178	194
NÉMISCAU/NEMASKA ᓀᒥᔅᑳ	262	180	163	175
OUJÉ-BOUGOUMOU ᐅᒉᐳᑯᒨ	261	176	138	161
TOTAL ᒫᒨ	256	186	158	177

Tableau / Table 6
ᐊᒥᐦᑖᒋᓐ ᒫᒋᓀᐦᐄᑳᓐ

PARAMÈTRES DE CALCUL
CALCULATION PARAMETERS
ᑳ ᐃᐦᐱᐦ ᑎᐸᐦᐋᒫᑳᓅᐦᒃ

	1997-1998 $	1998-1999 $
Allocation journalière/Daily Allowance ᐯᔮᐠ ᒦᒋᓱᑳᐤ	41,24	41,82
Montant de base/Basic Amount ᒦᓐ ᐋᐦ ᐁ ᐃᔑ ᑎᐸᐦᐋᒫᑳᓅᐦᒃ		
Par adulte/Per adult ᐯᔮᐠ ᒥᔅᑕᐃᓅ	3 493	3 542
Par enfant/Per child ᐯᔮᐠ ᐊᐧᐋᔥ	1 400	1 419
Par unité/Per unit ᐯᔭᑯᑌᓅ	1 400	1 419

Tableau 7 / Table 7

ᐊᒥᐦᑖᓯᐦ 7 ᒫᓯᓈᐦᐄᑲᐦ

TOTAL DES PRESTATIONS ACCORDÉES
TOTAL BENEFITS PAID
ᑳ ᐃᐦᐱᐦ ᑎᐸᐦᐊᒪᑳᓅᒡ ᒧ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐃᔥᑖᐧᐃᔥ	MONTANT GARANTI ($) GUARANTEED AMOUNT ($) ᒦᔥ ᐊᔥ ᓃᐦ ᐁ ᐃᔑ ᑎᐸᐦᐊᒪᑳᓅᒡ		ALLOCATION JOURNALIÈRE ($) DAILY ALLOWANCE ($) ᐅᐦᒌᔑᑳᐤ ᐊᐧᐁᔥ ᐁ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᑳᓄᐤ		TOTAL ($) TOTAL ($) ᒧ	
	1997-1998	1998-1999	1997-1998	1998-1999	1997-1998	1998-1999
MISTISSINI ᒥᔅᑎᓯᓃ	439 231	433 914	3 089 845	3 067 383	3 529 076	3 501 297
CHISASIBI ᒋᓵᓰᐲ	314 198	332 690	3 571 586	3 872 642	3 885 784	4 205 332
WASKAGANISH ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ	108 873	126 585	1 252 680	1 293 923	1 361 553	1 420 508
WASWANIPI ᐙᔅᐙᓂᐲ	201 042	213 504	1 619 466	1 550 654	1 820 508	1 764 158
WEMINDJI ᐐᒥᓐᒌ	166 423	141 319	1 485 162	1 483 573	1 651 585	1 624 892
EASTMAIN ᐄᔅᒣᐃᓐ	26 360	13 142	357 800	315 366	384 160	328 508
WHAPMAGOOSTUI ᐙᐸᒣᑯᔥᑐᐃ	96 709	74 614	755 728	801 611	852 437	876 225
NÉMISCAU/NEMASKA ᓃᒥᔅᑳᐤ	86 019	59 442	576 333	525 721	662 352	585 163
OUJÉ-BOUGOUMOU ᐅᒉᐳᑯᒨ	117 211	108 801	764 098	742 145	881 309	850 946
TOTAL[1] ᒧ [1]	1 556 066	1 504 011	13 472 698	13 653 018	15 028 764	15 157 029

1 Montants payables avant les déductions d'aide sociale

1 Amounts payable before welfare has been deducted

1 ᑳ ᐃᐦᐱᐦ ᑎᐸᐦᐊᒪᑳᓅᒡ ᐁᑳ ᐁᑳ ᐅᐦᒋ ᐊᒌᓀᑲᓅᒡ ᐐᒋᐦᐄᐐᐃᐧᐃᔥᑎᒫᑐᐃᐧᐃᓐ

Tableau / Table 8

ᐊᒥᐦᒑᒋᐦ ᒫᓯᓈᐦᐄᑲᓐ

MOYENNE DES PRESTATIONS PAR UNITÉ
AVERAGE BENEFITS PER UNIT
ᐐᔮᐢ ᑳ ᐃᐦᐱᐦ ᑎᐹᐦᐋᒫᑲᓅᐦ ᐯᔦᑯᑌᓅ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐃᐦᑖᐎᓐ	TOTAL ($) TOTAL ($) ᒫᒄ 1997-1998	1998-1999	MOYENNE ($)/UNITÉ AVERAGE ($)/UNIT ᒋᐦᒑᐱᐦᒡ/ᑎᑐᐦᑎᓐ ᐯᔦᑯᑌᓅ 1997-1998	1998-1999
MISTISSINI ᒥᐢᑎᓯᓃ	3 523 219	3 497 399	13 097	13 400
CHISASIBI ᒋᓵᓰᐲ	3 870 596	4 202 636	11 027	11 118
WASKAGANISH ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᐦᒡ	1 360 674	1 418 426	11 245	11 723
WASWANIPI ᐙᐢᐙᓂᐲ	1 800 767	1 749 076	12 771	11 583
WEMINDJI ᐐᒥᓐᒋ	1 649 035	1 624 892	11 373	11 443
EASTMAIN ᐃᔨᑎᐦ	384 160	328 508	9 147	8 213
WHAPMAGOOSTUI ᐙᐱᒫᑯᐢᑐᐃ	849 135	873 958	11 794	13 656
NÉMISCAU/NEMASKA ᓀᒥᐢᑳᐤ	657 590	585 163	12 646	12 191
OUJÉ-BOUGOUMOU ᐅᒉᐳᑯᒨ	872 730	849 679	12 292	12 495
TOTAL[1] ᒫᒄ [1]	14 967 906	15 129 737	11 842	11 885

1 Montants accordés une fois déduits les montants provenant des programmes d'aide sociale

1 Amounts granted after the amounts received under welfare programs have been deducted

1 ᑳ ᐃᐦᐱᐦ ᑎᐹᐦᐊᒫᑲᓅᐦ ᓯᐠ ᐁᑭ ᐹᐦᑯᓀᑲᓅᐦ ᐐᒥᐦᐄ·ᐁᐅᓇᐦᒋᐦ/ᐊᐧᐦᐱᐦᐐ·ᐃᓂᐤ ᐁᑳ ᐁᑭ ᐋᐸᒋᐦᑖᐤ

ANNEXE

ANNEX

ᑯᑕᒃ ᒪᓯᓇᐦᐄᑲᓐ

Membres de l'Office
Members of the Board
(1998-1999)
ᓂᔫᐦᐆᐧᓈᓂᐧᔮᐤ ᐅᒋᒫᐅᒡ

Gouvernement du Québec
Government of Québec
ᑰᐯᒡ ᑎᐯᔨᐦᒋᒉᓲ

Gérald Lemoyne, Président/Chairman
Guy Girouard
Jean-Guy Dugré

Administration régionale crie
Cree Regional Authority
ᐄᔨᔫ ᑎᐯᔨᐦᒋᒉᓲ

George Wapachee, Vice-président/*Vice-chairman*
Willie Iserhoff
Philip Awashish

Personnel de l'Office (au 28 février 2000)
Board personnel (as of February 28, 2000)
ᐋᐸᑎᐦᐋᑳᓂᒃ (ᐃᔅᐱᔥ ᑳᑕᐦᑯᓯᑦ ᐲᓯᒼ 28, 2000)

SIÈGE SOCIAL
HEAD OFFICE
ᐧᐋᒌᑦ ᒪᓯᓇᐦᐄᑐᑲᒥᒄ

Monique Caron
Secrétaire générale
Secretary General

Régent Brind'Amour
Contrôleur des finances
Comptroller of Finance

Julian Blacksmith
Adjoint
Assistant

Marie-Claude Thibault
Adjointe administrative
Administrative Assistant

Monique Latouche
Secrétaire
Secretary

Thelma Ste-Croix
Secrétaire
Secretary

COMMUNAUTÉS CRIES
CREE COMMUNITIES
ᐄᓅ ᐃᐦᑖᐎᓐᐦ

Adjoint au programme
Program Assistant

Mistissini: Peter Shecapio

Administrateurs locaux
Local Administrators

Mistissini: George Shecapio

Chisasibi: Allen Neacappo
Sally Herodier

Waskaganish: Lizzie Diamond

Waswanipi: Jacob Gull

Wemindji: Billy Blackned

Eastmain: Fred Tomatuk

Whapmagoostui: Elizabeth Masty

Némiscau/*Nemaska*: Deborah Wapachee

Oujé-Bougoumou: Winnie Bosum

ÉTATS FINANCIERS
FINANCIAL STATEMENTS

ᓅᓭᔫᐤ ᑖᓐ ᑳ ᐃᔅᐸᔨᑦ ᐆ

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Cree Hunters and Trappers Income Security Board

États financiers de l'exercice terminé le 30 juin 1999
Financial Statements for the Year Ended June 30, 1999

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées énoncées à la note 2 des états financiers. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'Office, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

MANAGEMENT'S REPORT

The financial statements of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board have been drawn-up by management, which has the responsibility for their preparation and their presentation, including responsibility for significant accounting judgements and estimates. This responsibility includes the choice of accounting policies and methods that are appropriate, disclosed in note 2 of the financial statements. Financial information included elsewhere in the annual report agrees with information presented in the financial statements.

Towards meeting its responsibilities, management maintains a system of internal accounting controls, designed to provide reasonable assurance that property is safeguarded and that transactions are correctly and promptly recorded, that they are duly approved and permit the production of reliable financial statements.

The board acknowledges its responsibility to manage its operations in compliance with those laws and regulations to which it is subject.

The Auditor General of Québec has conducted an audit of the financial statements of the Board, in accordance with generally accepted auditing standards and his auditor's report discloses the nature and the scope of this audit and the opinion expressed.

POUR/ON BEHALF OF
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU
REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

George Wapachee
Québec, le 27 septembre 1999

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 1999 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 30 juin 1999 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

AUDITOR'S REPORT

To the National Assembly

I have audited the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 1999 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Board's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting policies used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Board as at June 30, 1999 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with the accounting policies disclosed in note 2. As required by the *Auditor General Act* (R.S.Q., chapter V-5.01), I report that, in my opinion, these policies have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Le vérificateur général du Québec,

[signature]

Guy Breton, FCA

Québec, le 27 septembre 1999

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 1999
OPERATIONS AND SURPLUS FOR THE YEAR ENDED JUNE 30, 1999

		1999	1998
REVENUS	**REVENUE**		
Contribution du gouvernement du Québec	Contribution from gouvernement du Québec	16 253 875 $	15 676 258 $
Intérêts	Interests	4 702	3 348
		16 258 577	15 679 606
DÉPENSES	**EXPENDITURE**		
Prestations de sécurité du revenu	Income security benefits	15 268 875	14 741 258
Frais d'administration	Administrative expenditure		
Traitements et avantages sociaux	Salaries and fringe benefits	784 757	759 872
Déplacements	Travel	85 300	85 679
Loyers	Rent	70 885	68 217
Honoraires	Fees	838	595
Fournitures et équipement	Supplies and equipment	29 630	23 767
Téléphone et communications	Telephone and communications	12 919	12 844
		984 329	950 974
		16 253 204	15 692 232
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	**EXCESS OF REVENUE OVER EXPENDITURE**	5 373	(12 626)
EXCÉDENT AU DÉBUT	**SURPLUS, BEGININING OF THE YEAR**	46 973	59 599
EXCÉDENT À LA FIN	**SURPLUS, END OF YEAR**	52 346 $	46 973 $

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

BILAN AU 30 JUIN 1999
BALANCE SHEET AS AT JUNE 30, 1999

		1999	1998
ACTIF	**ASSETS**		
Encaisse (note 4)	Cash (note 4)	120 667 $	75 271 $
Débiteurs	Accounts receivable	2 761	2 168
		123 428 $	77 439 $
PASSIF	**LIABILITIES**		
Créditeurs	Accounts payable	71 082 $	30 466 $
EXCÉDENT	**SURPLUS**	52 346	46 973
		123 428 $	77 439 $

POUR/ON BEHALF OF
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU
REVENU DES CHASSEURS ET
PIÉGEURS CRIS

George Wapachee

Gérald Lemoyne

NOTES COMPLÉMENTAIRES
30 JUIN 1999

1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation comme mode de vie.

Des prestations sont versées à des unités de bénéficiaires qui y sont admissibles sujet, entre autres conditions, au temps passé à chasser, pêcher, piéger et à exercer des activités accessoires.

Les sommes requises pour l'application de la loi précitée sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de l'Office ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

PRESTATIONS ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les prestations versées sont inscrites aux livres selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les frais d'administration le sont selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les acquisitions de biens en capital sont imputées aux frais d'administration.

FRAIS D'ADMINISTRATION ASSUMÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le coût de certains services de soutien assumé par le gouvernement du Québec n'est pas présenté à l'état des opérations et de l'excédent.

3. RÉGIME DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées par l'Office imputées aux résultats de l'exercice, s'élèvent à 29 292 $ (1998 : 26 917 $). Les obligations de l'Office envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

4. ENCAISSE

L'encaisse comprend un montant de 20 000 $, détenu dans un compte en fiducie et affecté, par résolution des membres de l'Office, aux versements de prestations pour pourvoir, entre autres, aux versements d'avances et aux paiements d'urgence lorsque le processus normal d'émission de chèques entraînerait des délais excessifs pour le bénéficiaire.

5. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, l'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

6. INCERTITUDE DÉCOULANT DU PROBLÈME DU PASSAGE À L'AN 2000

Les systèmes informatiques sensibles aux dates peuvent entraîner des erreurs lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourront se faire sentir le 1er janvier de l'an 2000, ou encore avant ou après cette date, et, si l'on n'y remédie pas, les conséquences sur l'exploitation et l'information financière peuvent aller d'erreurs mineures à une défaillance importante des systèmes qui pourrait nuire à la capacité de l'Office d'exercer normalement ses activités.

L'Office a mis en place un plan de correction pour remédier à cette incertitude. Il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 qui ont une incidence sur l'Office, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou d'autres tiers, seront entièrement résolus.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
JUNE 30, 1999

1. CONSTITUTION, FUNCTION AND FINANCING

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board, created under the Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (R.S.Q., chapter S-3.2), is responsible for the administration of the income security program established by this Act for the purpose of providing the trappers and hunters a guaranteed income; this program also includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to beneficiary units which are eligible depending, among other conditions, on the time spent in hunting, fishing and trapping and in carrying out related activities.

The sums required for the carrying out of the aforementioned Act are paid out of the monies voted each year for such purpose by Parliament.

2. ACCOUNTING POLICIES

The financial statements of the Board have been prepared by Management according to the accounting policies disclosed below. These statements include amounts based on best judgements and estimates. The statement of changes in financial position is not presented, since it would produce no further information useful to the comprenhension of the year's cash and cash equivalent transactions.

BENEFITS AND ADMINISTRATIVE EXPENDITURE

Benefits paid are recorded in the books of account in accordance with the cash basis of accounting; administrative expenditure are recorded in accordance with the accrual basis of accounting.

Purchases of capital assets are charged to administrative expenditure.

ADMINISTRATIVE EXPENDITURE ASSUMED BY THE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

The cost of certain supporting services assumed by the gouvernement du Québec is not included in the statement of operations and surplus.

3. PENSION PLAN

Board employees participate in the Government and Public Employees Retirement Plan (GPERP). It is a defined benefit plan which provides retirement and death benefits.

Contributions paid by the Board are charged to operations and total 29 292 $ (1998 : 28 917 $). Obligations of the Board toward this government plan are limited to its contributions as an employer.

4. CASH

Cash includes an amount of 20 000 $ held in a trust account and allocated by resolution of the members of the Board, for payment of benefits including among other things, advance payments and emergency payments where the usual process to issue a check would present an excessive delay for the beneficiary.

5. RELATED PARTY TRANSACTIONS

In addition to the related party transactions already disclosed in the financial statements, the Board is related to all the departments and special funds as to agencies and enterprises controlled directly or indirectly by the Gouvernement du Québec or under either joint control or significant common influence by the Gouvernement du Québec. The Board has not conducted any business transactions with related parties other than in the normal course of operations and at usual business conditions. These transactions are not separately disclosed in the financial statements.

6. UNCERTAINTY DUE TO THE YEAR 2000 ISSUE

Date-sensitive systems might be subject to errors when information using year 2000 dates is processed. In addition, similar problems may arise in some systems which use certain dates in 1999 to represent something other than a date. The effects of the Year 2000 Issue may be experienced before, on, or after January 1, 2000, and, if not addressed, the impact on operations and financial reporting may range from minor errors to significant systems failure which could affect the Board's ability to conduct normal business operations.

The Board has developed an implementation plan to resolve the issue. It is not possible to be certain that all aspects of the Year 2000 Issue affecting the Board, including those related to the efforts of customers, suppliers, or other third parties, will be fully resolved.